Mes articles dans la presse écrite protestante

par Christian C. Emig alias Christian de Mittelwihr



Mes articles dans la presse écrite protestante

de

Christian C. Emig alias Christian de Mittelwihr

Directeur de Recherche Honoraire au CNRS

20, rue Chaix, F-13007 Marseille emig@free.fr

Citation:

Emig C. C., 2020. Mes articles dans la presse écrite protestante. Série Mots de Mémoires, vol. 1, Edition CdM Créations, Marseille, 54 p. http://cdemittelwihr.free.fr/cdm_edition/edition_list.html

 $Edited\ online\ on\ December\ 14,\ 2020\ on\ http://emig.free.fr\ -\ http://cdemittelwihr.free.fr/\ -\ http://paleopolis.rediris.es/Phoronida/EMIG/Biblio_09.htm$

Contact: cdemittelwihr@free.fr

Edition CdM Créations - décembre 2020



Sous licence Creative Commons Paternité
Pas d'Utilisation Commerciale
Pas de Modification 3.0 Unported

Sommaire	2
	_
Avant-Propos	3
Introduction	4
Références	8
Auteur	9
Réforme 2000 - 2004	11
« Erika » : Plus jamais quoi ?	11
Faut-il doubler le prix des carburants ?	12
Eau, oh!	13
La mouche du vinaigre	14
¡ Habla el catalán !	15
L'OGM de paix	16
Effet de serre sur Lyon vrai ou faux ?	17
Les catastrophes ces événements bien ordinaires	18
Notre boîte de Pandore et le chiffre 0	19
Face au futur les incertitudes	20
	21
Oh! Que d'eau	
Tout citoyen est comptable de ses actions vis-à-vis de la société, malgré le constat de la difficulté d'appréhender la complexité de toute réalité	22
La religion sert souvent à justifier des politiques de guerre.	23
La recherche mise aux enchères	24
Questions - réponses	25
Contribution au débat suscité par le Sommet de la Terre de Johannesbourg	26
La mer, la mère	27
S'attaquer à la pauvreté	28
Internet	29
Coup de chaleur	30
Pasteur et paroissien	31
Les ménages et le changement climatique	32
La laïcité espagnole reste ostentatoirement catholique	33
La promesse : 3% du PIB avant 2010 pour la recherche	35
Échanges 1984 - 2002	36
Un engagement: l'Église Évangélique de Nouvelle-Calédonie	36
Diversité et Énergie	38
« Soyez féconds et dominez la terre »	39
Et maintenant si on se parlait un peu ?	40
Questions – réponses	41
Church story	43
Don ou cotisation?	43
Nous sommes tous des terroristes ou leurs complices	43
AutresTemps, Cahiers d'Éthique Sociale et Politique 1998	44
Quand l'écologue interpelle le chrétien	44
Certitudes (Suisse) 2007	52
Comment le temps se (dé)fait-il ?	52
Comment le temps se (de jiait-ii ?	32
Les sites web de l'auteur	54

Avant - Propos

Depuis l'arrivée du SRAS-CoV-2 (dit Covid-19) dans notre quotidien, et le premier confinement pandémique, mon nombre d'emails a fortement augmenté sous le flot de questions au scientifique. Et une partie des réponses se trouvait déjà évoquée dans mes propres écrits de vulgarisation, qui, il y a une vingtaine d'année, avait mis en exergue les connaissances scientifiques et les conséquences sur l'espèce humaine. La liste peut être longue et démontre combien les comportements socio-économiques et les envies de chacun occultent la vision de notre avenir et empêchent de prendre les bonnes décisions. Nous ne mesurons pas toujours les effets à venir et plus nous attendons et plus drastiques seront-ils!

Il y a maintenant 50 ans que les scientifiques ont commencé à sonner le glas avec la franche tendance à la surpopulation humaine – nommée la bombe-P (P comme population) et aujourd'hui nous en avons un bel exemple avec cette pandémie, à venir rapidement celui des migrations climatiques et économiques; les guerres ne sont que des conséquences en grande partie des bouleversements climatiques, l'eau et les famines y est déjà inscrites avec une cohorte de millions de morts. La phrase de Michel Rocard, alors premier ministre, était prémonitoire et combien actuelle, et notre société n'a toujours, et en premier les organismes bien « pensants » (dont les églises), les conséquences destructrices sur nos populations et notre survie. Les résultats des recherches scientifiques sur les dites espèces invasives, l'homme en est maintenant, condamnent notre société. Déséquilibrer la Nature conduit à des évolutions de nos écosystèmes que nous sommes totalement incapables de prévoir. Les effets de la covid-19 devraient nous toucher au plus profond vers notre futur... et la réponse est donnée par ce que j'appelle l'effet Sodome et Gomorrhe: l'obligation d'évoluer et tout regard en arrière se transforme la personne en statue de sel!

Lire http://cdemittelwihr.free.fr/OnLine/Blogade/Blog15.html

Au cours de ma jeunesse, ma mère me rappelait régulièrement le proverbe « Wer nicht hören will muß fühlen » [qui ne veut écouter doit subir], plusieurs autres proverbes français semblables le rappellent aussi, et mon père rajoutait cet écrit de Schiller : « Mit Dummheit kämpfen sogar die Götter vergebens » [face à la bêtise même les dieux combattent en vain].

Le scientifique se doit de rappeler que toute espèce a une « durée de vie » estimée, la notre *Homo sapiens* s'en rapproche. Car, nous connaissons celles des espèces du genre *Homo*, qui nous ont précédé. Auraient-elles eu moins d'avenir car pas à l'image du Dieu selon la Bible!



Introduction

Ma rencontre avec la presse écrite protestante remonte aussi loin que ma mémoire : il y a toujours eu, à la maison à Colmar, le « Messager évangélique de l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine (en langue allemande, évidemment) - et « Réforme ». L'un et l'autre faisaient partie de mes lectures hebdomadaires. Dans le second, j'ai appris à aimer les éditoriaux, notamment du directeur, le pasteur Albert Finet, et des tribunes, dans lesquels en quelques lignes, un auteur développait une idée souvent un peu provocante et hors des sentiers rabattus par la dogmatique religieuse. Comme étudiant, j'y avais apprécié une tribune scientifique, d'un océanographe dont je ne souviens plus que du prénom Ollivier. « Réforme » était indépendant des structures ecclésiales et je l'appréciais pour des prises de position qui interpellaient l'église. Notre journal était le grand quotidien « Dernières Nouvelles d'Alsace » (en allemand) ; la première une édition en français (outre celle en allemand) est parue en 1958, j'avais alors 17 ans ; mon père s'y est abonné pour ma sœur qui est née 5 ans après moi car j'ai appris le français à l'école!

Malgré (mais pas à cause!) un grand-père (mort avant ma naissance) et un oncle, tous deux pasteurs, mes parents avaient une large ouverture d'esprit, ma mère militait dans le mouvement de la Pensée positive (initiée par le pasteur américain Norman V. Peale) dans les années 1950 et m'a fait aimer la lecture d'auteurs contemporains, au détriment des anciens (français) restreints à l'école!

En fondant ma famille à Marseille, « *Réforme* » y entra aussi, tout comme le bulletin régional de l'Eglise Réformée de France « *Échanges* ».

Radio Dialogue Marseille : 1980 - 1988

Vers la fin des années 1970, je militais à Animation-Formation un groupe formé par le pasteur Michel Bertrand (paroisse Sud-Est, Marseille). C'est là que se créa le groupe protestant pour fonder une radio chrétienne avec trois autres églises (Apostolique Arménienne, Catholique,

Orthodoxe). Je fus un des seize membres fondateurs de Radio Dialogue, née le 23 décembre 1982 et la première émission eut lieu le 1er mai 1983.

Photo: L'acte fondateur de Radio Dialogue a été signé (de G à D) par le pasteur Froment (Consistoire de l'Église Réformée), le cardinal Etchégaray, le révérend Stéphanos (archevêché orthodoxe grec) et Monseigneur Vartanian (Église arménienne apostolique).

Pendant des années, j'ai produit divers émissions¹, dont

en prime time l'émission « Point Chaud » en duo avec Alice Chanlon (1927-1995), une religieuse, face à un invité sur un sujet d'actualité, pendant une heure en direct.

¹ Etant fonctionnaire avec une obligation de réserve stricte, voire autorisation pour participer à une émission, j'ai contourné ce devoir en utilisant un pseudonyme, ainsi est apparu Christian de Mittelwihr, du nom du village des ancêtres paternels dans le vignoble alsacien.

Cette radio fut mon premier contact avec les médias. J'en garde encore un souvenir très ému des relations et les amitiés tissées entre nous avec nos différences religieuses, culturelles et professionnelles. Un lien tout particulier eut lieu avec le cardinal Roger Etchégaray qui fut à l'origine de l'idée de cette radio; il a su souvent décider contre ses propres souhaits pour favoriser la cohésion du groupe. Et à l'époque la radio était dans un local de la cathédrale de Marseille et certains moments de recueillement se faisaient dans la Major située à côté, et si nous prenions la Cène c'était avec pain et vin!

Puis, en 1985, le cardinal Etchégaray fut appel à Rome par le Pape, à la Curie ; il est remplacé par l'archevêque Coffy qui a imposé la prédominance catholique et ainsi modifié les rapports égalitaires entre les églises. Ce fut le moment de quitter le conseil et la Radio, d'autant qu'avec ma famille, nous étions sur départ pour un détachement du CNRS à Madrid.

Note : En 2015, Radio Dialogue a intégré le réseau catholique RCF - Radio chrétienne francophone ; elle y perdu son originalité.

Réforme: 2000 - 2004

En 1999, le directeur de « *Réforme* », le pasteur Jean-Luc Mouton, a fait une réunion au temple d'Aix-en-Provence. Aussi, j'avais décidé de m'y rendre et de proposer de participer en tant que scientifique par des petits articles pouvant intéresser des lecteurs. En effet, les derniers résultats scientifiques me sont d'un accès direct, alors que ceux-ci peuvent parfois mettre plus de 20 ans avant d'apparaître dans le grand-public.

En 2004, un nouveau directeur est nommé à « *Réforme* » : le pasteur Antoine Nouis. Ceci laissait augurer la fin de ma collaboration, car j'avais lu son livre de 1997 « Un catéchisme protestant » - un pasteur réformé libéral² et un scientifique luthérien : trop allait nous opposer.

En effet, je me souviens de mon premier envoi d'article, un scoop -un vrai !- rapportant des résultats scientifiques inédits, mon papier fut fraîchement refusé malgré mon insistance. Pourtant, dix jours après, ces résultats se sont étalés à la une de tous les quotidiens, d'autres les avaient lus entre temps. La preuve pour moi que la direction de « Réforme » avait trop changé pour moi. Aussi, en arrêtant ma collaboration avec « *Réforme* », le luthérien que je suis ne peux que faire sien ce que Luther disait devant la Diète en 1521³: *Je ne puis ni ne veux rien rétracter, car il n'est ni sûr ni salutaire d'agir contre sa conscience.* À travers l'histoire de mes ancêtres, la religion luthérienne a toujours eu une implication politique et elle le reste dans ma région l'Alsace où la loi française sur la laïcité de 1905 ne s'applique pas à ce jour – et j'espère pour longtemps.

Échanges: 1984 - 2002

Hors de ma mission officielle en Nouvelle-Calédonie en 1983, j'ai pu contacter les indépendantistes protestants calédoniens au cours d'une matinée de discussions. A mon retour, j'ai proposé un article à Échanges. Et là j'ai appris que publier dans Echanges était *chasse gardée* et qu'il fallait avoir ses entrées! Un aspect qui était totalement surprenant pour moi qui avait l'habitude de publier dans des journaux scientifiques. Une fois introduit, cela devenait un peu plus facile! En 1999, reprendre un cycle de discussion au sein de la paroisse Marseille Sud-Est

² Nouis (2005) écrit « *puis-je le confesser ici, je suis fondamentaliste en ce que je crois que la Bible est inspirée jusque dans son moindre petit iota.* » Le libéralisme protestant n'a rien de libéral mais confine à l'intégrisme. Là où je prône en opposition que la théologie commence là où s'arrête la connaissance scientifique (Emig, 2009, 2019), il était difficile de s'entendre et même de s'écouter.

³ Texte original en entier: Wenn ich nicht durch Zeugnisse der Schrift und klare Vernunftgründe überzeugt werde; denn weder dem Papst noch den Konzilien allein glaube ich, da es feststeht, daß sie öfter geirrt und sich selbst widersprochen haben, so bin ich durch die Stellen der heiligen Schrift, die ich angeführt habe, überwunden in meinem Gewissen und gefangen in dem Worte Gottes. Daher kann und will ich nichts widerrufen, weil wider das Gewissen etwas zu tun weder sicher noch heilsam ist. Gott helfe mir, Amen!

sur les traces d'Animation-Formation et avec la proximité du campus universitaire de Marseille-Luminy (dont je dépendais), a été évoqué et mis sur pied. Rapidement le programme s'est arrêté à cause de l'opposition de la paroisse Marseille Grignan qui considérait que les relations universitaires avec les étudiants étaient siennes (membre de cette paroisse, depuis 1962, qui n'a jamais fait aucune action en ce sens) et d'egos au sein de la paroisse Sud-Est. Aussi j'ai quitté le « navire » avant le naufrage !

Autres Temps: 1998

Ce fut ma première publication dans une revue protestante, à sa demande; elle a valu une réponse de la part d'Amphoux (1996), dont je n'ai pris connaissance que par hasard bien des années plus tard au mépris des règles de la part des éditeurs de la revue (en 2003, la revue a disparu). Cette réponse s'est inscrite dans des connaissances scientifiques approximatives et en privilégiant des dogmes bibliques millénaires devenus obsolètes.

Certitudes: 2007

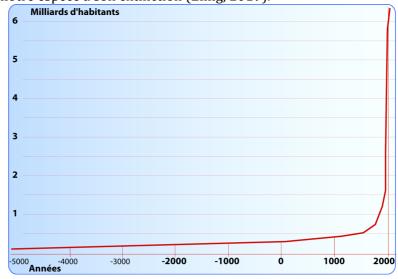
Ma publication dans la revue suisse *Certitudes*, à sa demande, sera ma dernière publication dans la presse protestante.

Conclusion

Pour conclure sur cette partie de vie, il s'avère que les relations entre scientifiques, descendant d'Eve qui a croqué la pomme de la connaissance, acte devenu péché originel par l'église catholique, et les religions dites monothéistes – juive, chrétienne, musulmane – restent dogmatiques. Car, les exemples de ces scientifiques pourfendant avec raison les dogmes scientifiques, aujourd'hui on peut les appeler des lanceurs d'alerte religieux, n'ont pas manqué au cours des siècles, citons le plus célèbre Galilée, réhabilité par repentance après quelque 500 ans de rejet. Mes discussions avec nombre de pasteurs s'inscrivaient dans cette même tendance. Un certain nombre de mes publications avaient aussi été utilisées pour justifier le créationnisme aux USA.

Or, *Homo sapiens* n'a aucune légitimité (écologique) de se voir confier la Terre, d'en être le jardinier, de revendiquer son entretien, quant à garder l'œuvre de Dieu, l'application, même aujourd'hui, du verset 26, Genèse 1 - *Faisons l'homme à notre image, selon notre ressemblance, et qu'il domine sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, sur le bétail, et sur toute la terre, et sur tous les animaux qui rampent sur la terre - nous en voyons tous les jours les résultats désastreux sur la nature, menant notre espèce à son extinction (Emig, 2019).*

Quant aux effets de la démographie des populations humaines sur la nature, la courbe de la population mondiale (ci-contre) confirmera de rapides conséquences de surpopulation annoncé par l'effet scientifique de Bombe-P. Au temps de Jésus-Christ, la population Europe -Moven Orient était de l'ordre de 50-60 millions d'habitants. Aussi, les écrits de la Bible ne justifient plus aucune comparaison avec la période actuelle - c'est l'erreur des



religions que ne vouloir adapter ces écrits à notre quotidien, probablement par refus de croquer la pomme de la connaissance !

Il n'en reste surprenant que ces courbes démographiques, celle de la France est similaire, n'interrogent en rien les théologiens sur le futur de notre espèce, et Dieu n'y est pour rien, car nous sommes seuls face à notre avenir. Qui peut-on espérer si ces courbes poursuivent dans leur forme exponentielle? L'épisode actuel du SARS-CoV-2 (dit covid 19) devrait amener à interroger les écologues, plutôt que les médecins, dont la fonction par leur connaissance n'est que de soigner!

Quand j'ai proposé le manuscrit intitulé « Science et Théologie » (Emig, 2006, 2009) à des revues protestantes, j'ai eu une fin de non-recevoir, car mon texte serait mal perçu par leurs lecteurs et qu'il n'était pas opportun d'entrer en débat avec des scientifiques. Etant webmestre de divers sites web, professionnels et privés, j'ai publié ce manuscrit sur un de mes sites d'édition scientifiques. Nombre de revues souvent encore sur papier sont dépassées par les outils numériques (Emig, 2013) qui, de plus en plus relèvent aujourd'hui d'acteurs professionnels. Malheureusement des structures ecclésiales, notamment des paroisses, pensent que l'amateurisme reste suffisant. Bien des exemples montrent le contraire mais restent en usage (Emig, 2016).

D'autre part, au cours de mes implications dans des structures ecclésiales, j'ai appris que les relations entres paroisses et au sein d'une paroisse étaient bien moins chrétiennes, que ne l'enseignait la Bible, car les egos y étaient exacerbés, sous-entendant l'expression de frustrations et d'envies personnelles ou/et professionnelles (comme dans bien d'autres associations – à fuir rapidement).

Et quand le scientifique remet en cause une imagerie millénaire, la tendance anti-science et ses motivations ressurgissent rapidement et en premier parmi les pasteurs. C'est que la connaissance scientifique est tellement rapide que seuls des spécialistes peuvent encore intervenir dans leur domaine et plus dans celui du voisin! Et ce bouleversement que j'ai vécu jeune chercheur, remonte vers la fin des années 1970.

L'« anthropocentrisme » chrétien, du fait de l'insistance patristique sur la création à l'image de Dieu a valu de fortes critiques par les scientifiques. Les religions arguent que la nature doit être confiée à l'homme, mais ce dernier en a usé et abusé à son seul profit au point que se joue la survie même de notre espèce animale (et non celle de la Création). Voir la Création dans sa réalité divine régit par des lois que les scientifiques sont les seuls découvrir et à analyser a conduit à la vision scientifique du monde et la « sécularisation » qui en a résulté, aujourd'hui des acquis, sauf pour le panthéisme des diverses religions.

Pour terminer avec un point de vue personnel, au cours de mes vies professionnelles et privées, j'ai eu la chance de pourvoir développer des expériences inédites pour moi, et que j'appelle mes vies! Une fois fait le tour de la question pour entrer dans la continuité et la routine, le temps était venu de changer de vie. Une des conséquences était la liberté du choix et aussi de pouvoir claquer la porte sans regret, et j'en ai claquée plus d'une. Certes, dans le cadre professionnel, cela peut parfois jouer des « tours », mais la franchise est, au moins dans les « hautes sphères », souvent un plus, car les relations ne sont pas entachées d'entourloupes, mais directes et deviennent fructueuses.



Références

- Amphoux J. (1996). Le risque écologique. Incertitudes et paris. *Autres Temps Cahiers d'éthique sociale et politique*, 52, 46-58.
- Biraben J. N. (2003). L'évolution du nombre des hommes. Population et Sociétés, 394, 1-4.
- De Mittelwihr C. (2016). Cybersécurité paroissiale. *Nouveaux eCrits scientifiques*, NeCs_01-2016, p. 1-6.
- Emig C. C. (2006). Science et Théologie : quelques bases pour un débat. *In* : "Tradition et innovation", *131e Congrès National des Sociétés historiques et scientifiques* (CTHS), Grenoble 2006, Résumés, p. 90-91.
- Emig C. C. (2009). Science et Théologie : quelques bases pour renouveler le débat. *Nouveaux eCrits scientifiques*, NeCs_01-2009, p. 1-6.
- Emig C. C. (2013). Les publications des sociétés savantes françaises face à Internet. *Nouveaux eCrits scientifiques*, NeCs_02-2013, p. 1-5.
- Emig C. C. (2019). Une église verte... labélisée. *Nouveaux eCrits scientifiques*, NeCs_02-2019, p. 1-7.
- Nouis A. (1997). Un cathéschisme protestant. Réveil publications, Lyon, 572 p.
- Nouis A. (2005). Libéral parce que fondamentaliste. https://www.evangile-et-liberte.net/elements/numeros/193/article5.html, consulté le 5 décembre 2020.
- L'auteur sous pseudo publie de temps en temps des *Blogades* à tendance religieuse sur son site CdM http://cdemittelwihr.free.fr/blog.html

Nota: les références en bleu sont téléchargeables ou lisibles en ligne.



Le mieux pour présenter l'auteur est de donner la parole à autrui, c'est Christian Apothéloz qui s'en est chargé dans « Échanges » mai 2002.



▼ CHRISTIAN EMIG, CHERCHEUR AU C.N.R.S.

Un scientifique éclairé

Le chercheur a le goût de la provocation et sous le protestant se cache un homme en questionnement permanent sur le monde, la vie, la nature. Entretien. Photo Christian Apothéloz

Quel regard porte le scientifique que vous êtes, l'observateur du monde animal et végétal, sur cette tentation de l'homme de tout consommer: l'espace, les objets, la nature, le monde? Ce qui fait notre environnement est-il en danger?

Ce regard est cruel envers l'humanité, mais bienveillant pour la nature. L'homme a oublié et veut oublier qu'il n'est qu'une espèce animale et par là qu'il est soumis aux « lois de la Création ». La légitimité est trouvée dans la Bible ellemême, car, dans une lecture totalement anthropocentrée, l'homme s'est fait fils de Dieu et a fait de Dieu son père, donc l'homme est (le) toutpuissant! Et l'univers lui appartient: il n'en fait pas une tentation, sinon un droit divin. Les impacts de l'homme sur le monde condamneront à terme non la biosphère, mais notre espèce humaine. En effet, les conséquences de nos actes finiront par avoir de terribles répercussions sur l'humanité, comme les changements climatiques, les nouvelles maladies ou certaines réémergences, qui affecteront des continents entiers. Pour faire un scoop, je dirais: la nature est partie en guerre contre l'homme et l'homme peut gagner des batailles, mais pas la guerre. C'est donc l'homme qui est en danger, alors que tous pensent: c'est la biosphère! Des exemples existent et aussi avec d'autres espèces, dans la nature.

Quelle place imaginer sur terre entre les impératifs de préservation et les demandes d'exploitation, entre le nécessaire respect de la nature et la domestication par l'homme des ressources naturelles pour nourrir les humains?

Les tendances mondialistes sont vieilles de quelques milliers d'années. Celle qui nous agite actuellement est issue du Nouveau Testament - à relire Matthieu 28: 19 - et la première étape remonte à Christophe Colomb, pour atteindre son paroxysme actuel dans les pays « protestants ». C'est dire que nous, pays riches, privilégions l'exploitation pour accroître notre bien-être en rejetant les impératifs de préservation quand ils sont opposés. Quant à la bonne conscience - comme nourrir tous les humains -A. Schweitzer, illustre compatriote, disait déjà: c'est l'invention du diable: une utopie, tout comme l'égalité, qui n'existe pas dans la nature. Ceux qui ont écrit « les hommes naissent égaux »... ont menti, car la seule histoire de chaque individu, toutes espèces confondues, au moment même de la naissance, fait que chacun est différent en droit, en devoir, etc. Il serait judicieux que théologiens et scientifiques se réconcilient, les premiers ont tous à apprendre des deuxièmes sur les lois de la nature. Au IIIe millénaire, l'évolution des connaissances est telle que bien des dogmes sont à réviser, à réactualiser... Et les autres à jeter, à moins de continuer

avec des intégrismes d'un autre âge! Dieu aussi a suivi les lois de l'évolution et nousmême sommes la 10° ou 15° espèce humaine, et pas la dernière

Le scientifique, l'écologue peut-il fixer des limites à l'aventure humaine?

Le diagnostic de l'écologue peut aboutir à un scénario dynamique, mais il tend à être minimisé face aux nécessités économiques, aux facteurs sociaux et aux besoins en ressources naturelles de base. Les scénarios socio-économiques (souvent préparés par d'autres disciplines scientifiques comme la géographie, l'histoire, l'économie, la sociologie) ont une importance prédominante dans le contexte environnemental, car ils permettent de conforter, appuyer, justifier les orientations pour l'action des gouvernements, des organisations internationales, des autorités régionales et locales, tous soumis aux pressions populaire et économique. Or, les orientations devraient uniquement s'inscrire dans les limites fixées par les scénarios écologiques, mais pour cela il faudrait mettre en place un apprentissage collectif, englobant tous les acteurs: citoyens, experts, médias, politiques, lobbies économiques... pour aboutir à une gestion raisonnable. Malheureusement, nous nous en éloignons, tant notre individualisme est croissant.

> Propos recueillis par Christian ApothÉLOZ

PORTRAIT

59 ans, marié, trois enfants de 28, 32 et 35 ans, Christian, Charles Emig est tombé dans le protestantisme à sa naissance à Colmar. Né luthérien, il a un oncle pasteur réformé et une grand-mère suisse évangélique « tendance quaker ». Et tous ses enfants ont été baptisés à Grignan. Après ses études en Alsace, il vient à Marseille ou plutôt à Malmousque, à ce qui deviendra la station marine d'Endoume. Ce continental est un passionné de mer. Il en fera son métier avec un doctorat en océanographie biologique et une qualification de plongeur professionnel. Directeur de recherches au C.N.R.S., il s'est spécialisé dans l'étude des brachiopodes, « invertébrés marins, nous dit

Il est devenu le spécialiste mondial de ces petites bestioles et il a enseigné en Espagne, en Allemagne, aux États-Unis.

vieux de 500 millions d'années.

le Robert, enfermés dans une coquille à deux valves »,

5

ÉCHANGES MAI 2002

Remarque - Une petite précision sur mon portrait de la page précédente : mon grand-père maternel était déjà pasteur luthérien, en Allemagne, puis en 1920 à Algrange en Lorraine. Le chaudron familial du protestantisme contenait un mélange luthéro-zwinglianiste depuis l'origine de la Réforme - Dieu y tenait une part prépondérante.

UX LECTEURS

◆ DEBAT SUR « QU'EST-CE QUE LA VERITE? »

En réponse à la réaction de James Woody (voir p. 12, n° 264):

« Cher James, je ne peux que t'engager à relire l'interview (page 5, invité du n° 264) car tout ton raisonnement est basé sur une erreur de lecture confondant « tout » avec « tous » aussi je rappelle la phrase en question: « les premiers (les théologiens) ont tous à apprendre des deuxièmes sur les lois de la nature. »

Ensuite c'est bien parce que tous les individus d'une espèce sont uniques qu'il y a inégalité (c'est à dire aucun n'est identique à l'autre), j'ai toujours entendu les pasteurs prêcher cette spécificité que I'« homo sapiens » partage avec tous les êtres vivants. Il y a donc des plus forts et des plus faibles. Notre société, la française, est parmi celles qui ont su et savent mettre en œuvre la solidarité - pas assez vas-tu répondre -alors que les paroisses fassent de la politique (cf. le demier débat à Magnan - les théologiens étaient sur l'estrade - et un seul pasteur dans le public). Sinon, regarde comment aux USA il vaut mieux être protestant, riche et en bonne santé, que pauvre, musulman et malade! Et je pourrais t'en

ÉCHANGES JUIN/JUILLET 2002

♦ QU'EST-CE QUE LA VERITÉ?

Réponse à l'interview de Christian Emig (ÉCHANGES n° 263, p. 5):

Cher Christian, j'aimerais te rendre attentif au fait que les scientifiques n'ont pas le monopole de la vérité.

Si je suis d'accord pour dire que les théologiens ont « à apprendre (des scientifiques) sur les lois de la nature », je récuse que ce soit « tout » et je regrette que tu n'aies pas envisagé que les scientifiques aient à apprendre des théologiens. Figure-toi que les théologiens n'ont pas attendu pour savoir que « le lion, c'est de la gazelle digérée » : régulièrement, nous, les théologiens, voyons l'inégalité faire des ravages dans les rangs humains; nous voyons des forts de notre espèce sucer la moelle de plus faibles. Eh bien, sache pourtant que ta loi naturelle ne fait pas loi partout, à moins de devenir toi-même l'intégriste d'un

autre âge. (...) Il y a, en dehors de ton laboratoire, des faibles qu'on ne laisse pas à demi-morts sur le bord de la route mais que l'on soigne, que l'on réconforte, que l'on redresse, comme cela, par grâce seule et non en fonction d'un droit ou d'un devoir différencié. Cela se fait au nom d'une vérité, pas très naturelle, je te l'accorde, mais qui retentit dans cette Bible dont je ne retranche pas la plus petite lettre. Mais au fait, qu'est-ce que la vérité? N'aurais-tu pas intérêt à rencontrer ceux qui sont dans un bureau voisin du tien pour te rendre compte qu'en sciences, il n'est pas de théorie unifiée?

JAMES WOODY, Avignon

raconter. (...) Permets-moi de te dire fraternellement et du fond du cœur que quand on ne connaît pas son voisin, il faut d'abord apprendre à le connaître avant de lui faire la lecon.

Et pour conclure, je te propose, pour répondre à la question « Qu'est-ce que la vérité? », une conférence débat (en tant que scientifique) sur ce sujet (exceptionnellement je ne prendrais que des frais de déplacement à 0,5 € du km, repas pour 3* non compris) avec un article d'une page dans ÉCHANGES en guise de

réponse à ta parole. Qu'en penses-tu? Es-tu prêt à relever le défi? » Christian Emig, Marseille

ÉCHANGES AOUT-SEPTEMBRE 2002

14

« *Réforme* » : 2000 – 2004

« Erika » : Plus jamais quoi ?

"Réforme" n° 2862 (17-23 février 2000)

Pourquoi cette hystérie collective pour rendre les plages propres ?

« Plus jamais çà!»

a mené quelques dizaines de milliers de citoyens à manifester et beaucoup d'autres pensent la même chose. Mais combien d'entre eux font le plein à la station-service la moins chère, roule diesel, car le prix au litre est moins cher, tous font-il vérifier tous les 6 mois le réglage du carburateur ? Peu importe, tous considèrent la catastrophe dite écologique de l'Erika comme inacceptable.

Mais qui hurle à la catastrophe écologique ? Les maires à cause de leurs plages souillées, les offices du tourisme qui veulent leurs touristes dès le printemps tout comme les boutiques et hôtels, les mareyeurs, ostréiculteurs et pêcheurs qui veulent écouler leurs produits, les associations diverses, notamment pour les oiseaux mazoutés, mais qu'en pensent les scientifiques. J'en ai entendu un dénoncer les actions ravageuses de la horde des bonshommes en jaune avec leurs pelles, râteaux, bulldozers, seaux, une seule une fois, il a dû finir dans le "bac à mazout", même la ministre de l'environnement a failli y atterrir.

Alors qu'est-ce de nos jours une catastrophique écologique ? Le déversement accidentel d'un produit naturel (100 % biodégradable, mais malheureusement pas avant la prochaine saison estivale !) ayant des conséquences économiques catastrophiques, une tempête exceptionnelle, phénomène naturel, ravageant des milliers d'hectares de forêts mais ayant des conséquences économiques catastrophiques, un feu de forêt en milieu méditerranéen, tout aussi naturel (même si la mise à feu peut être volontaire) souvent bénéfique écologiquement mais ayant des conséquences économiques catastrophiques, le développement naturel de l'algue *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée après une introduction accidentelle ou par migration, etc... Bien sûr que non, ces phénomènes n'ont rien ni de catastrophiques, ni d'écologiques, simplement une implication économique. La vraie catastrophique écologique est, par exemple, la destruction de la forêt tropicale amazonienne, mais cela s'appelle exploitation et gestion de la forêt, tout comme l'usage des nitrates répandus par les agriculteurs s'appelle l'agriculture industrielle et moderne, comme l'accumulation de déchets et d'ordures...

Mais que sont devenus les dizaines de rapports scientifiques sur les conséquences des marées noires, ni si catastrophiques, ni si noires ? Alors pourquoi cette hystérie collective pour rendre les plages propres en les dénaturant écologiquement, afin que quelques milliers de vacanciers consomment des centaines d'Erika pour passer quelques jours, surtout à dépenser de l'argent, sur des plages atlantiques.

« Plus jamais quoi?»



Faut-il doubler le prix des carburants?

"Réforme" n° 2864 (2-8 mars 2000)

Si la France veut respecter l'engagement de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre...

L'annonce, au cours de ces derniers jours, de l'augmentation du prix du baril de pétrole devrait remettre en avant les interrogations sur l'avenir énergétique de l'humanité.

Au plan mondial, deux types de scénarios ont été proposés pour les cinquante ans à venir. Celui du Conseil Mondial de l'Energie aboutit au triplement de la consommation énergétique mondiale entre 1985 et 2060, et, malgré le progrès des énergies renouvelables, il y aura un recours accru aux ressources fossiles et au nucléaire. Le second scénario provient du Programme Interdisciplinaire de Recherche Sur l'Energie et les Matières premières du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) : la consommation n'est multipliée que par 1,6, et, si l'appel aux énergies renouvelables est similaire, la réduction joue sur les énergies fossiles et nucléaire, pour envisager de pouvoir s'en passer (du nucléaire) à l'aube du... XXIIe siècle!

En nous limitant à la seule France, trois scénarios S1, S2 et S3, ont été établis par le Commissariat Général au Plan. Seul le dernier, S3, prend réellement en compte l'environnement et permettra à la France de respecter l'engagement de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre sans avoir à mettre en jeu les permis d'émission. Mais, pour cela, il faudra avoir recours à un fort accroissement du prix des carburants (30 % pour l'essence et 80 % pour le gazole) entre 1990 et 2010. Il n'est donc pas étonnant que les pays développés qui accaparent déjà 70 % de l'énergie disponible, et en premier les Américains, vont tenter de s'opposer à cette augmentation. Or, il s'avère qu'une énergie rare et chère incite à l'économie. Ainsi, les Français à niveau de vie quasi égal consomment trois fois moins d'énergie que les Américains.

Les arguments des pays riches pour s'y opposer ne manquent pas, bien qu'ils soient souvent démagogiques. Par exemple, ceux de nos pêcheurs et camionneurs : il est en effet plus facile de jouer le refus plutôt que d'avoir un comportement citoyen et envisager d'ajuster au mieux les dépenses face au défi de l'avenir énergétique de l'humanité. Saurons-nous faire une nouvelle révolution... culturelle et économique ?

Elle sera fonction de la seule volonté citoyenne.



Eau, oh!

"Réforme" n° 2869 (6-12 avril 2000)

Á la suite de la récente réunion du Conseil mondial de l'Eau.

Dans les 25 ans à venir, l'humanité va s'accroître de 3 milliards d'habitants ce qui, selon le Conseil Mondial de l'Eau qui s'est réuni la semaine dernière, se traduira par une augmentation des besoins en eau de 17 % pour l'agriculture, de 20 % pour l'industrie et de 70 % pour les besoins domestiques. Le problème ou plutôt la carence de l'eau va devenir tellement crucial, ou simplement vital, que les solutions pour le résoudre fusent de partout à penser que les idées (des rêves ?) sont plus faciles à émettre que de manier une calculette... En chiffres brefs : eau disponible = 15 000 km³/an, eau consommable = 12 500 km³/an mais seulement 10 000 sont facilement disponibles, eau actuellement utilisée = 7 400 km³/an qui se répartissent globalement en agriculture 65 %, industrie 22 % et besoins domestique et collectif 13 %.

Chaque français consomme 1700 m³/an, dont moins de 5 % correspondent à son usage personnel et 30 % au maintien de l'écoulement de l'eau dans les rivières et fleuves jusqu'à la mer (pour ne pas répéter la catastrophe de la mer d'Aral). Dès lors, un litre d'eau de notre robinet n'est qu'une goutte de notre consommation réelle qui, elle, est faite au travers des produits que nous achetons, de la baguette de pain au kilo d'oranges. Economiser l'eau, comme toute autre ressource naturelle, se relève être du choix populaire et du comportement citoyen, moins pour la France elle-même que pour les produits agricoles et industriels que nous importons notamment des pays sous-développés. Car, des études ont montré qu'à partir de 1000 m³/an par habitant, une population est en pénurie chronique et soumise à un stress permanent, que les habitants de 50 pays disposent de moins de 600 m³/an, que 1,2 milliard de personnes n'ont pas un accès régulier à l'eau potable! Et ne pensons pas que cela ne touche que les autres, car la réserve hydrique de l'Espagne est à 51 % de sa capacité et la situation, sans être alarmante, devient préoccupante. Alors de l'eau pour combien ? Pour moins de 6 milliards d'habitants, mais sommes déjà au-delà! Voulez-vous vraiment connaître la solution ?

Une fois encore, notre démographie galopante et incontrôlée nous emmène vers un futur dont nous ne voulons toujours pas entrevoir la réalité.

Á se demander jusqu'à quand allons-nous nous donner bonne conscience?



La mouche du vinaigre

"Réforme" n° 2872 (27 avril-3 mai 2000)

Drosophila melanogaster, la mouche du vinaigre... de son génome à la compréhension de la génétique humaine.

Le génome d'un organisme contient l'information qui détermine son développement, sa physiologie, en grande partie son comportement. Mais, si cette information, contenue dans l'ADN, est facilement décryptée, elle est très difficile à interpréter. Avec la séquence des nucléotides de l'ADN et le code génétique, on peut déterminer où commence et où se termine un gène. Une bactérie contient entre 4 000 et 10 000 gènes, les levures 7 000, la drosophile 14 000 (son génome a été publié, il y a peu), un nématode 18 000, et l'homme de l'ordre de 100 000. Mais, cette augmentation du nombre de gènes chez les vertébrés est liée à la duplication des chromosomes (tétraploïdie). En fait, les organismes multicellulaires possèdent un petit nombre de gènes définis qui gèrent environ 15 000 fonctions primordiales, héritées des formes ancestrales et ces gènes sont conservés lors de l'évolution. C'est ainsi, que les avancées scientifiques et le développement de la génétique humaine peuvent progresser grâce à la manipulation de gènes homologues (c'est-à-dire conservés) de la drosophile en vérifiant qu'ils contrôlent bien des processus similaires. L'identification par homologie de séquences de gènes mutés chez l'homme avec leurs homologues chez la drosophile est devenue routinière. Il sera bientôt possible de reproduire des maladies héréditaires de l'homme, comme celle d'Alzheimer ou celles responsables de dystrophies musculaires ou encore de certains cancers, et ainsi de déterminer les gènes responsables.

Et voilà que, dans un laboratoire du CNRS, on découvre des gènes « sauteurs », capables de se déplacer dans le génome d'une cellule. Et notre mouche du vinaigre en possède, ils sont mêmes trois fois plus nombreux que chez sa parente *Drosophila simulans*. Ces gènes « sauteurs » semblent permettre de créer de nouvelles variétés génétiques de mouches capables de s'adapter plus rapidement à un nouveau milieu, donc d'être des mouches colonisatrices ; cela expliquerait pourquoi *Drosophila melanogaster* est présente dans le monde entier, et pas sa parente *D. simulans*. Ceci a amené des scientifiques à se demander si le virus du sida ne serait pas l'équivalent de ce gène « sauteur » en se multipliant dans le génome de l'homme qui lui serait l'espèce colonisatrice (à cause de l'accroissement de ses déplacements à travers le monde).

Bigre! Prochaines vacances... à la maison!



¡ Habla el catalán ! [*]

"Réforme" n° 2874 (11-17 avril 2000)

Vers un totalitarisme linguistique en Espagne? Le mauvais exemple universitaire.

De tout temps, les universités ont été des foyers de rébellion à l'«establishment» et des nids à idées progressistes. A fréquenter les universités espagnoles, on constate un immobilisme, voire un rejet des idées nouvelles, avec des causes à la fois historiques et sociales, mais de là à promouvoir un ultra-conservatisme comme dans les universités catalanes (incluant celles de la région de Valence). La linguistique régionale en devient le fer de lance sous prétexte d'autonomie universitaire, une mégalomanie universitaire qui finit par déroger aux lois régionales de politique linguistique et par rejeter l'universalité de la Science et du Langage. Deux exemples.

Le « rector » (président) de l'Université de Tarragone a sanctionné un professeur pour avoir distribué, à des lycéens qui le demandaient, des sujets d'examen écrits en espagnol (et non en seul catalan) lors de la « selectividad » (équivalent du baccalauréat), alors que l'une OU l'autre de ces deux langues, officielles en Catalogne comme dans la Région de Valence, peut légalement ou est censée pouvoir s'utiliser, mais seul le catalan est langue officielle de la Catalogne... et de ses universités!

Dans les nouveaux statuts de l'Université de Valence, un article fait obligation à tout enseignant nouvellement recruté de connaître l'espagnol ET le valencien (catalan) et de se soumettre à un examen de contrôle, un article que refuse d'avaliser la «*Generalitat*» (équivalent du Conseil Régional).

Paradoxalement, ces universités, comme toutes les autres universités espagnoles, font des gorges chaudes contre l'« *endogamia* », c'est-à-dire le recrutement interne dans chaque université. Autonomie et liberté ne font pas bon ménage en Espagne, comme en Corse! Que de grandes et vénérables universités comme celles de Barcelone ou de Valence qui devraient promouvoir le savoir-faire et les recherches de leurs propres régions, au moins à travers l'Europe, se referment sur leur minuscule périmètre linguistico-autonomiste est un comportement rétrograde, professeurs et étudiants en portent ensemble la responsabilité.

L'espagnol est la 4e langue internationale, bien avant le français... Quant au catalan ! **Á propos, et le corse**, qu'en pensent les enseignants et étudiants de l'Université de Corte ?



NOTE:

L'auteur a été chargé de cours à l'*Universitat de València* (Espagne) pendant 15 ans (cours en *castillano*) et a vécu deux ans à Valencia et Madrid.

L'OGM de paix

"Réforme" n° 2878 (8-14 juin 2000)

Selon l'UNESCO, 2000 est l' « Année internationale pour une culture de la Paix ».... mais pour quel jardin ?

Si chaque habitant de la Terre achetait un sachet de graines de Paix et la semait dans son jardin... Il en émanerait un parfum surprenant, recherché, grisant, que nous pourrions nommer « Aimez-vous-les-uns-les-autres » ou plus laïquement « Ne-fais-pas-à-autrui-ce-que-tu-ne-voudrais-pas-qu'on-te-fasse ». Une plante extraordinaire qui, à force de s'étendre, étoufferait celles poussant habituellement dans nos jardins comme l'envie, l'égoïsme, les privilèges, l'insulte, l'oppression, la mondialisation, les pollutions, le pouvoir de l'argent... A se demander si la culture de la paix ne serait pas économiquement plus rentable que d'autres, comme la culture de la guerre ou de la violence, ou encore celle des acquis dits « sociaux ».

Peut-être la culture de la paix n'est-elle pas aussi facile qu'on pourrait le penser, une graine difficile à faire germer, nécessitant une vigilance du quotidien, encline aux variations d'humeur et de politique, facilement étouffée par nos autres cultures. MAIS si, de cette paix, nous en faisions un OGM capable de résister à toutes les agressions, émanant un effluve transformant en *pacificateur* (qui est un planteur de paix) tout un chacun la humant, développant des racines jusqu'au fond de notre cœur... Un OGM qui ne mettrait en danger ni la nature, ni l'homme, et qui transformerait nos autres plants en autant de clones de paix. Alors, nous pourrions aussi acheter quelques sachets de « Liberté-Egalité-Fraternité » et les offrir à nos voisins irlandais, palestiniens, israéliens, chiliens, turques, éthiopiens, russes... et combien d'autres en commençant par en semer dans notre propre jardin.

Et voila que l'humanité se transformerait en milliards de *pacificateurs*... enfin, nous aurions le temps de parler avec l'autre, d'échanger nos techniques de pacificateurs. Fini d'aller planter la zizanie chez les autres, ni chez nos voisins directs, ni chez ceux lointains que nous connaissons même pas.

Si tous les *pacificateurs* pouvaient planter une poignée d'OGM de paix cette année.... les hommes se donneraient enfin la main. Ai-je rêvé ou est-ce bien cela l'« Année internationale pour une culture de la paix » ?

UNESCO répondez.



Effet de serre sur Lyon... vrai ou faux?

"Réforme" n° 2897 (19-25 octobre 2000)

Au nom du sacro-saint marché, les vérités écologiques doivent être étouffées.

 \acute{A} Lyon, les représentants de 168 Etats ont tenté de s'entendre pour lutter contre les émissions de CO_2 dans l'atmosphère. Alors que les scientifiques restent sur leur réserve quant à affirmer que c'est l'activité humaine qui est responsable de l'augmentation globale des températures, les politiques eux en ont la certitude.

Si les grandes fluctuations climatiques sont connues depuis des centaines de millions d'années, celles relatives aux dernières générations humaines restent difficiles à déterminer. Prenons les variations de températures : nos données (au niveau mondial) ne couvrent qu'une centaine d'année et uniquement à Paris ! Et celles suffisamment précises pour des analyses statistiques ont moins de 50 ans, car les variations sont bien inférieures au degré.

Entre 1960 et 1990, les cycles de températures étaient de l'ordre de 10-15 ans, mais, depuis 1990, les températures augmentent régulièrement d'année en année. En conséquence, la réserve des scientifiques provient de l'absence de données permettant de proposer des hypothèses scientifiques.

Dès lors, le débat devient géopolitique. Pour que le Protocole de Kyoto s'applique, il faut qu'il soit ratifié par 55 pays : ils sont 33 pour l'instant, tandis que 83 pays l'ont signé, mais se sont bien gardés de le ratifier, notamment les pays européens et les Etats-Unis. Ces derniers émettent des gaz à effet de serre représentant plus de 36 % du total planétaire : pas étonnant donc que quelque 17 000 scientifiques de ce pays réfutent les preuves du réchauffement planétaire, car la plupart des recherches sont financées par des agences gouvernementales !

A se demander si la situation n'est pas semblable à celle de la fameuse crise de la fin de l'ère secondaire, des pressions politiques et scientifiques avaient mis sur la touche tous ceux qui tentaient de contredire l'hypothèse de l'explosion d'une comète sur la terre, hypothèse qui s'est avérée fausse depuis. Pire peut-être, car les enjeux ne sont pas du tout les mêmes.

Ainsi, pour pouvoir continuer à prôner les vertus de la croissance et du marché mondial, certains américains vont jusqu'à affirmer que les principales prédictions faites par des écologues au cours des trente dernières années étaient non seulement inutilement catastrophiques, mais encore remarquablement fausses!

Toute vérité n'est pas bonne à dire.



Les catastrophes... ces événements bien ordinaires

"Réforme" n° 2900 (9-15 novembre 2000)

Les changements climatiques nous obligent à reconsidérer notre comportement écologique.

Le réchauffement de la planète est entrain de modifier notre climat par déplacement des systèmes cycloniques. Nous en avons eu les prémices en décembre dernier. Le pourquoi et le comment sont encore difficiles à cerner. Mais, ce qui est sûr, c'est que le taux de gaz carbonique a augmenté de 40 % et celui du méthane a doublé depuis le début de l'ère industrielle. Et la température monte lentement et inexorablement, entraînant celui du niveau des océans.

Les conséquences sont des événements naturels, même si nous en sommes partiellement responsables, qui nous apparaissent comme des catastrophes. Deux exemples.

Les fortes tempêtes et leurs dégâts forestiers, les chablis (arbres abattus par la tempête), sont connus et répertoriés depuis le XVIIe siècle. Elles correspondent, à cause de leur caractère répétitif (jusqu'à présent tous les cinq ans environ), à des événements « ordinaires », d'autant que des raisons simples expliquent leurs conséquences. La forêt française est exploitée par parcelles d'arbres de même essence, de même âge, en rangs serrés pour un développement en hauteur au détriment des racines ; le remodelage des forêts, comme la création de parcelles agricoles en leur sein, soumet soudain les arbres à l'orée à l'action des vents. La sylviculture française, contrairement à celle de la Suisse, n'a pas intégré le facteur vent à la gestion des forêts.

L'autre exemple vient de ces derniers jours, les pluies, de plus en plus torrentielles. Elles sont une conséquence directe du réchauffement et le phénomène devrait s'amplifier dans les années à venir avec un déplacement vers le Nord, engendrant depuis le Sud des sécheresses qui seront considérées à leur tour comme « catastrophiques ». L'Espagne et la Grèce sont déjà touchées.

Ces événements qui se déroulent principalement en fin d'été, automne et hiver, seraient bien ordinaires si nous avions construit » pour les subir ou les contenir. Les changements climatiques vont donc, de gré ou de force, nous obliger à revoir tout notre environnement. Il ne faudra plus reconstruire sinon construire autrement.

Nous vivons une époque qui bouscule toutes nos mentalités héritées des siècles précédents. Et en plus, la nature se rappelle à notre quotidien : brûler du pétrole n'est pas innocent et peut coûter bien plus cher qu'à la pompe... à essence !



Notre boîte de Pandore et le chiffre 0...

"Réforme" n° 2903 (30 novembre - 6 décembre 2000)

Vers une nouvelle éthique dans un monde surpeuplé et surpollué?

Nous avons, nous aussi, ouvert notre boîte, tout comme le fit Epiméthée avec la sienne, celle de Pandore, en en laissant sortir tous les Maux.

Avons-nous pensé qu'à vouloir faire trop de Bien, on finissait par faire Mal, que trop de biens engendraient des maux ?

Pour tenter de conjurer ces derniers, nous avons « créé » le zéro, élevé au rang de chiffre mythique de notre société : - la règle du zéro défaut, - la loi du risque zéro, - l'économie du zéro stock ; le 0 mort. Et pas de doute que demain nous allons lui inventer d'autres applications. En attendant le zéro confirme la crise de la transmission des valeurs. Serait-ce la peur de l'Infini ou bien parce que le zéro est la valeur à partir de laquelle on bascule vers le positif ou le négatif, et, qu'autour de ce zéro, les actions positives des uns sont compensées par les réactions négatives des autres ?

En fait, nous sommes à la recherche du consensus au plus près du zéro, basé sur la régulation, et l'autorégulation en particulier. Ferions-nous l'apprentissage d'un nouvel art de vivre dans un monde surpeuplé et surpollué ?

Pourtant, dès que ce zéro descend vers le négatif, notre tendance est de rejeter la responsabilité de nos maux sur l'Autre, indifféremment notre voisin, les normales saisonnières, la pollution, la mondialisation, l'effet de serre, la vache folle, etc.; dans ma lointaine jeunesse, il n'y avait que la faute à la bombe atomique! Sans même nous en rendre compte, nous développons insidieusement une culture d'intolérance et de rejet envers tout ce qui pourrait ou peut provoquer la moindre gêne chez nous, à titre individuel ou collectif selon ce qui nous convient le mieux.

À force de considérer que tous les maux doivent être éliminés (d'ailleurs sans évoquer et encore moins toucher à leurs causes), certains groupes socio-économiques s'octroient le droit d'actions illégales avec destruction des biens d'autrui ou de prendre la société en otage par des dérives de grève, en clamant que c'est la faute aux autres.

Heureusement qu'au fond de la boîte, il reste encore, et toujours, l'Espérance... qui est la culture de l'ouverture, de la tolérance, du respect de l'Autre... ou plus simplement du « Aime ton prochain comme toi-même ».



Face au futur... les incertitudes

"Réforme" n° 2914 (15-21 février 2001)

Les réactions citoyennes face à des événements exceptionnels soulignent combien la société est démunie face à l'incertain, et vain le désir du risque zéro.

Ces réactions donnent la mesure de notre ignorance. En effet, ce qui va arriver, nul ne peut le garantir, en donner une probabilité, ni en connaître les effets. Aussi faut-il admettre et surtout assumer les conséquences de ce qui est indéterminable et imprévisible.

Face à une incertitude, toute décision est déterminée par trois points successifs. D'abord, l'acquisition de l'information (information qui provient en général du scientifique ; elle réduit mais ne supprime pas le risque). Ensuite, le choix entre des valeurs et, enfin, la prise de risques. Prenons comme exemple l'ESB (mieux connu sous l'appellation « vache folle ») : au cours des années 20, les scientifiques avaient déjà découvert les symptômes de la vache folle quand un bovin avait une alimentation carnée. Mais que pèse cette information, après 80 ans, quand les valeurs choisies sont les bénéfices pour les éleveurs, les fabricants de farine... et une viande moins chère pour le consommateur ? Alors la prise de risque est totale à tous les échelons de la collectivité. Dès lors, le citoyen cherche un responsable ailleurs, et la tentation devient facile d'accuser l'éleveur, le fabricant de farine, les scientifiques... Ceci démontre la difficulté de prendre une décision dans un contexte d'incertitude, en plus soumis au lobbying, et les conséquences catastrophiques qui peuvent en découler quand tout ou partie de l'information disponible n'est pas acquise, voire occultée.

En outre, quand la collectivité ne veut pas assumer une incertitude du futur, elle laisse la responsabilité du risque zéro à autrui, généralement au politique qui est contraint d'user de l'utopique et flou principe de précaution, c'est-à-dire qu'il se couvre par des lois et décrets, pris au nom de la collectivité, pour gérer le probable sur la base d'un accord social face à des phénomènes non maîtrisés par l'homme, tout en tentant de ne pas perturber l'économie. L'avis scientifique est souvent recherché pour tenter d'éviter le principe de précaution, mais c'est oublier que cet avis s'appuie sur un état de connaissances qui comportent elles-mêmes des incertitudes et sont toujours révisables - une donnée inscrite au cœur même de la pratique scientifique, ce que découvre petit à petit la société.

Un apprentissage collectif des risques doit se mettre en place, englobant tous les acteurs : citoyens, experts, médias, politiques, lobbies économiques... pour aboutir à une régulation en commun de ces risques, que tout laisse présager comme allant croissant en nombre et importance.



Oh! Que d'eau...

"Réforme" n° 2923 (20-25 avril 2001)

Le changement climatique nous oblige à reconsidérer notre quotidien. Mais pouvons-nous ou voulons-nous l'admettre ?

La montée de la moyenne de la température annuelle de quelques dixièmes de degré par an entraîne des modifications climatiques avec une tendance de plus en plus forte à la sécheresse dans le sud de l'Europe et bientôt de la France, et, en revanche, une augmentation de la pluviométrie dans le nord de la France et de l'Europe. Aucun expert ne sait où passera la ligne, mais elle coupera la France en deux : le Sud au sec et le Nord les pied dans l'eau.

Ce présent-futur est connu, répété, rabâché par les scientifiques du monde entier, et pourtant... quand surviennent les inondations sous l'effet des pluies devenues « normalement » surabondantes, fusent des raisons aussi diverses que farfelues. En tout cas, on ne peut faire appel à la mémoire de l'homme, car de tels phénomènes y sont absents, car nouveaux. Reste qu'il faut savoir accepter ce « fléau » qui est dû à nous-mêmes. Quand bétonnage, asphaltage, remembrement, suppression des haies, urbanisation incohérente, aménagement des cours d'eau, tourisme, etc., car la liste serait longue, sont brutalement confrontés à une forte augmentation des pluies, indirectement induite par l'effet de serre, il est parfaitement naturel que tout déborde, les paroles aussi ! Les prévisions vont vers une amplification des pluies dans les régions actuellement déjà inondées, et ni le premier ministre, ni le gouvernement, ni la région, le département ou le maire n'y pourront quelque chose.

Mais le citoyen oui!

Comment ? En réduisant l'effet de serre, en revoyant l'environnement, construire et reconstruire autrement et ailleurs, bousculer les mentalités. Une chose est déjà certaine, ces changements climatiques toucheront de façon disproportionnée les « pauvres », ceux ne disposant pas de capacités pour s'adapter. Une bonne raison pour que le réchauffement de la planète, et surtout ses conséquences, n'alarment pas que les experts.

Aussi, le scientifique que je suis s'interroge sur l'opinion de ceux qui lisent ces lignes, car, contrairement au train, tirer le signal d'alarme ne semble en rien ralentir la trajectoire de notre société, ou bien suis-je vraiment myope en tirant sur la mauvaise poignée ?



Tout citoyen est comptable de ses actions vis-à-vis de la société, malgré le constat de la difficulté d'appréhender la complexité de toute réalité

"Réforme" n° 2938 (2-8 août 2001)

Connaissances scientifiques avec conscience

Depuis le milieu des années soixante-dix, la spécialisation, notamment dans les sciences, s'est progressivement imposée avec une bienveillance souhaitée de la société. Les résultats de cette politique mettent en exergue des conséquences plus en plus insidieuses. Parce que le spécialiste est devenu ignare de tout ce qui ne concerne pas son étroite spécialité et que le non-spécialiste, dont le politique mais aussi le théologien, n'a plus accès à une connaissance devenue de plus en plus pointue, cette situation paradoxale conduit à une difficulté grandissante pour l'un et de l'autre de réfléchir sur le monde.

En effet, si les résultats scientifiques ont des répercussions directes sur notre vie, la difficulté pour la science de s'imbriquer dans la société est démontrée pas l'impossibilité de faire prendre conscience au politique et au citoyen de se remettre en question pour pouvoir envisager, ensemble avec les scientifiques, des perspectives sociétales. En attestent l'absence de discussion sur les OGM, la génétique, les émissions de gaz à effet de serre... de peur de ne plus pouvoir gaspiller en toute sérénité! Le développement des recherches scientifiques et surtout l'application et l'exploitation des connaissances nouvelles engagent la responsabilité du citoyen, de tous les citoyens, y compris les scientifiques.

Tous sont-ils conscients de l'imbrication de la science dans la société, avant même d'établir une éthique, de la nécessaire formulation du questionnement scientifique? Car, moins les citoyens s'impliquent dans la vie politique et plus les scientifiques ont tendance à poursuivre leurs propres fins, avec une exploitation des nouvelles connaissances pour les bénéfices de quelques-uns. Les multinationales pharmaceutiques fournissent des exemples où l'économie et la récolte de dividendes sont de plus en plus présentes!

Reste alors une interrogation pour une société où les loisirs égocentriques sont devenus un but de vie : comment user du RTT (réduction du temps de travail) avec conscience, à moins de continuer à vivre avec inconscience ?



La religion sert souvent à justifier des politiques de guerre.

"Réforme" n° 2949 (18-24 octobre 2001)

A chaque son Dieu... et son Satan!

À se demander si, à peine entrer dans le troisième millénaire, le monothéisme ne s'est pas écroulé en même temps que les tours du « World Trade Center ». En effet, qui va encore croire que le Jéhovah des juifs qui méconnaissent les dix commandements avec loi du talion en Palestine puisse aussi être le Dieu des chrétiens qui ont mené et vont mener croisade contre les musulmans qui eux-même prêchent la guerre sainte contre les chrétiens et les juifs ? Ne sera-t-il pas difficile à « Jéhovah-Dieu-Allah » de reconnaître les siens ?

Malgré une mise en garde contre la simplification et le manichéisme, et aussi contre un amalgame entre islam, islamisme et terrorisme, les trois courants monothéistes prêchent le Bien contre le Mal, un des fondements de ces religions. Ces dernières s'en sont servies d'une façon ou d'une autre pour combattre au nom de Jéhovah, de Dieu ou d'Allah d'autres croyants en les satanisant. « Justice immuable » risque d'être le fruit d'une analyse simpliste opposant Occident et Orient, civilisation et barbarie, lumières et obscurantisme. Cela serait une analyse dangereuse, absurde et malhonnête, avec un total oubli des dix commandements.

Un God bless USA, comme, au siècle dernier, le Gott mit uns (Dieu avec nous)?

La religion sert souvent de bonne cause et de ralliement aux politiques va-t-en-guerre, mais à y regarder d'un peu plus près ce n'est pas la religion elle-même, mais l'histoire et la culture des peuples, imprégnées par les luttes parfois centenaires, comme en Irlande, dans l'ancienne Yougoslavie, l'ex-URSS, en Palestine, en Afrique, en Asie... L'affrontement social et économique traduit le fossé qui va augmentant entre les différents pays et leurs cultures induites par leurs appartenances religieuses ancestrales. Que faire quand l'émotion et la radicalisation accrue des positions remplacent l'analyse et la réflexion ? Face aux graves déséquilibres économiques et sociaux, comment réellement apporter une « justice immuable », sinon en essayant de comprendre et d'interpréter l'actualité ? Faire un bilan et une remise en question de l'ordre mondial, en tout cas ne plus s'agenouiller devant le Veau mondialisé et l'Argent.

Nul n'y échappera.



La recherche mise aux enchères

"Réforme" n° 2957 (13-19 décembre 2001)

Téléthon

Nos gestes de générosité et de solidarité ne devraient plus nous dispenser d'une interrogation sur leurs conséquences. Les associations à caractère biomédical, telles l'AFM, collectent chaque année 2 milliards de francs, une somme qu'il faut comparer aux crédits alloués par l'Etat aux laboratoires publics dans lesquels, d'ailleurs, l'essentiel des recherches demandées par ces associations est effectué: 600 millions de francs pour l'ensemble des recherches de l'INSERM (Institut National pour la Santé et la Recherche Médicale) et 300 millions de francs pour le département des Sciences de la Vie du CNRS.

Aussi, les dons représentent plus qu'un simple soutien à des recherches publiques, car ils induisent un déplacement des orientations scientifiques, provoquant des déséquilibres et des dysfonctionnements avec des conséquences directes sur notre santé. En effet, les associations alimentées par des dons publics sont devenues de réels donneurs d'ordre, finissant par obérer d'autres voies de recherche, avec une diminution de l'effort de recherche de l'Etat. En conséquence, une politique nationale de développement scientifique est devenue de plus en plus difficile à cause des sommes colossales injectées dans les laboratoires publics par ces associations, produisant un effet contraire à celui souhaité, d'autant que les orientations scientifiques mises en jeu dépassent de très loin le cadre de ces associations et que les résultats scientifiques ne sont jamais proportionnels aux crédits attribués aux laboratoires.

En l'absence d'évaluation, selon des critères reconnus internationalement, par la communauté scientifique des programmes de recherches induites par les associations biomédicales, il est difficile de discuter des incertitudes, des possibilités de résultats probants et des délais nécessaires. Rien n'empêche de penser qu'au travers du spectaculaire et de l'émotif, les apports possibles de la recherche scientifique ont été surestimés. On en oublie aussi qu'une fois les connaissances acquises, il faut surmonter les difficultés de leur mise en œuvre, avec les risques d'eugénisme, de discrimination et de manipulation génétique, et de clonage.

Face au tintamarre du Téléthon avec la médiatisation de certains axes de recherche, dont il n'est nullement question de discuter ici l'intérêt, il faut aussi nous interroger sur les moyens, souvent trop modestes, dont disposent beaucoup d'autres laboratoires, menant des recherches à finalité mondiale. A quand des « téléthons » pour les recherches concernant le quotidien, les comportements sociétaux, l'avenir de l'humanité ? Cela ne peut se régler par un simple chèque une fois par an, car ces recherches impliquent directement le comportement citoyen de chacun, et cette contrainte personne n'est encore prêt à l'assumer... Malgré la chute de deux tours, la vie redevient comme avant!



Forum

A chacun son Dieu... et son Satan!

Christian de MITTELWIHR

La religion sert souvent à justifier des politiques de guerre.

A se demander si, à peine entré dans le troisième millénaire. le monothéisme ne s'est pas écroulé en même temps que les tours du World Trade Center. En effet, qui va encore croire que le Jéhovah des juifs qui méconnaissent les dix commandements avec loi du talion en Palestine puisse aussi être le Dieu des chrétiens qui ont mené et vont mener croisade contre les musulmans qui, eux-mêmes, prêchent la guerre sainte contre les chrétiens et les juifs? Ne sera-t-il pas difficile à « Jéhovah-Dieu-Allah » de reconnaître les siens? Malgré une mise en garde contre la simplification et le manichéisme, et aussi contre un amalgame entre islam, islamisme et terrorisme, les trois courants monothéistes prêchent le Bien contre le Mal, un des fondements de ces religions. Ces dernières s'en sont servi d'une façon ou d'une autre pour combattre au nom de Jéhovah, de Dieu ou d'Allah d'autres croyants en les satanisant. Justice immuable » risque d'être le fruit d'une analyse simpliste opposant Occident et Orient, civilisation et barbarie, lumières et obscurantisme. Cela serait une analyse dangereuse, absurde et malhonnête, avec un total oubli des dix commandements Un God bless USA, comme, au siècle dernier, le Gott mit uns (Dieu avec nous)? La religion sert souvent de bonne cause et de ralliement aux politiques va-t-en-guerre mais, à y regarder d'un peu plus près, ce n'est pas la religion elle-même, mais l'histoire et la culture des peuples, imprégnées par des luttes parfois centenaires, comme en Irlande, dans l'ancienne Yougoslavie, l'ex-URSS, en Palestine, en Afrique, en Asie... L'affrontement social et économique traduit le fossé qui va 210

augmentant entre les différents pays et leurs cultures induites par leurs appartenances religieuses ancestrales. Que faire quand l'émotion et la radicalisation accrue des positions remplacent l'analyse et la réflexion? Face aux graves déséquilibres économiques et sociaux, comment réellement apporter une « justice immuable », sinon en essayant de comprendre et d'interpréter l'actualité? Faire un bilan et une remise en question de l'ordre mondial. En tout cas ne plus s'agenouiller devant le Veau mondialisé et l'Argent. Nul n'y échappera

> RÉFORME N° 2949 18-24 OCTOBRE 2001

Téléthon

La recherche mise aux enchères

Nos gestes de générosité et de solidarité ne devraient plus nous dispenser d'une interrogation sur leurs conséquences. Les associations à caractère biomédical collectent chaque année 2 milliards de francs, une somme qu'il faut comparer aux crédits alloués par l'Etat aux laboratoires publics dans lesquels, d'ailleurs, l'essentiel des recherches demandées par ces associations est effectué: 600 millions de francs pour l'ensemble des recherches de l'Inserm (Institut national pour la santé et la recherche médicale) et 300 millions de francs pour le département des sciences de la vie du

Aussi, les dons représentent plus qu'un simple soutien à des recherches publiques, car ils induisent un déplacement des orientations scientifiques, provoquant des déséquilibres et des dysfonctionnements avec des conséquences directes sur notre santé. En effet, les associations alimentées par des dons publics sont devenues de réels donneurs d'ordre, finissant par obérer d'autres voies de recherche, avec une diminution de l'effort de recherche de l'Etat. En conséquence, une politique nationale de développement scientifique est devenue de plus en plus difficile à cause des sommes colossales injectées dans les laboratoires publics par ces associations, produisant un effet contraire à celui souhaité, d'autant que les orientations scientifiques mises en jeu dépassent de très loin le cadre de ces associations et que les résultats scientifiques ne sont jamais proportionnels aux crédits attribués aux laboratoires.

En l'absence d'évaluation, selon des critères reconnus internationalement par la communauté scien213

tifique, des programmes de recherches induites par les associations biomédicales, il est difficile de discuter des incertitudes, des possibilités de résultats probants et des délais nécessaires. Rien n'empêche de penser qu'au travers du spectaculaire et de l'émotif, les apports possibles de la recherche scientifique ont été surestimés. On en oublie aussi qu'une fois les connaissances acquises il faut surmonter les difficultés de leur mise en œuvre, avec les risques d'eugénisme, de discrimination et de manipulation génétique, et de clonage.

Face au tintamarre du Téléthon avec la médiatisation de certains axes de recherche, dont il n'est nullement question de discuter ici l'intérêt, il faut aussi nous interroger sur les moyens, souvent trop modestes, dont disposent beaucoup d'autres laboratoires, menant des recherches à finalité mondiale. A quand des « téléthons » pour les recherches concernant le quotidien, les comportements sociétaux, l'avenir de l'humanité? Cela ne peut se régler par un simple chèque une fois par an, car ces recherches impliquent directement le comportement citoyen de chacun, et cette contrainte, personne n'est encore prêt à l'assumer... Malgré la chute de deux tours, la vie redevient comme

> Christian de Mittelwihr reçu par courrier électronique

RÉFORME N° 2957 13-19 DÉCEMBRE 2001

Contribution au débat suscité par le Sommet de la Terre de Johannesbourg

"Réforme" n° 2995 (5-11 septembre 2002)

L'impossible développement

Le « sustainable development » a été malencontreusement traduit en français par « développement durable » au lieu de « développement viable » - car « sustainable » a un rapport à la vie – alors que la traduction française est une approche par la mort par la transmission de l'héritage du père aux enfants. Les Français y ajoutent que les pouvoir publics et privés doivent ou devraient gérer les activités en bons pères de famille... sans laisser la parole aux enfants, car les pères sont pour le maintien des acquis antérieurs ce qui referme le développement sur lui-même et la décision est isolée des faits réels.

Aujourd'hui il n'est pas possible de proposer quelques versets de la Bible comme base de réflexion sur le développement quand quelques autres ont été utilisés durant des siècles, voire des millénaires, pour aboutir à la situation actuelle de l'humanité, y compris la mondialisation. La difficulté des Eglises est de se préoccuper de problèmes pour lesquels elles n'ont pas été préparées, pour lesquels rien dans leurs théologies ne leur permet d'intervenir pour pouvoir envisager un futur, alors que l'usage biblique a conduit à la situation actuelle.

Seule une remise en place historique des récits bibliques et leur réactualisation donneront aux Eglises une dimension progressiste et une projection dans le futur avec la nécessaire fin du concept de la dominance d'une seule espèce, l'espèce *Homo sapiens*. Cet anthropocentrisme, sur lequel sont fondées les trois religions monothéistes que sont le judaïsme, le christianisme et l'islam, condamne aujourd'hui cette même espèce.

Avec l'explosion démographique liée à un développement socio-économique anarchique, les phénomènes environnementaux ont une complexité que les citoyens découvrent subitement avec impuissance et peur face aux perspectives incertaines de l'avenir. Il n'y a aucune place pour une autorité ou un pouvoir ecclésial de prôner un devoir d'obéissance. Même le coup de projecteur sur la « sauvegarde de la création » fut un arbitraire qui laissa place aux intérêts et aux fantasmes de ceux qui l'ont manié. L'Ecologie (la science) marque une frontière nette entre Science et Théologie et le « silence » de la Bible laisse toute la place à cette science qui énonce dans ses conclusions des lois de la nature, dont certaines sont contraires aux dogmes religieux.

Pour la première fois, l'homme actuel est seul face à son destin, non plus comme fils du Père, mais comme père pour ses fils, et il s'aperçoit enfin que Dieu l'a chassé de l'Eden.



La mer, la mère

"Réforme" n° 3011-3012 (26 décembre 2002 - 8 janvier 2003)

Le domaine marin est un espace vital primordial pour toute l'humanité : il couvre 71 % de la surface de la Terre, il régit en grande partie le climat et temps quotidien du domaine terrestre, il est le poumon de la Terre, étant un formidable capteur du CO_2 atmosphérique. Économiquement, il représente 20 % des apports protéiniques des hommes, une voie de transport aussi ancienne qu'intense (des dizaines de millions de trajets maritimes par an, principalement des cargos et des ferries), un lieu de villégiature très prisé. Pourtant, si la Mer jouit globalement d'une prise en compte environnementale, c'est qu'elle est... à forte valeur ajoutée pour le tourisme, la pêche, le trafic maritime et le commerce.

Mais, malgré cela, aucun groupe de pression (lobby) ne soutient globalement la Mer, car les statuts des eaux marines internationaux et les droits et usages des zones littorales nationales ne font que soutenir les groupes socio-économiques exploitant directement ou indirectement la Mer, mais aux intérêts divergents. Rien pour la sauvegarde écologique de ce domaine pourtant fondamental à notre survie.

« Seul le court terme est privilégié... »

Deux exemples récents apportent une grosse poignée de sel dans l'usage anthropocentré des eaux marines. D'abord, les restrictions sur les quotas de pêche démontrent la difficulté des pêcheurs de soutenir une politique européenne d'efforts de pêche fondée sur l'évolution à moyen et long terme des stocks de poissons, indispensable selon les analyses scientifiques. L'intérêt économique et financier, souvent sous contrainte de lourds crédits d'équipement, aidée aussi par une image à la Victor-Hugo du marin-pêcheur (de préférence breton), s'est toujours imposé au mépris d'une gestion raisonnable et durable de la Mer par tous les protagonistes.

Ensuite, la dernière marée noire (avant la prochaine) souligne l'absence de cohésion européenne pour aboutir à une réglementation du trafic maritime dans les eaux de l'Union Européenne, l'incapacité d'une réponse écologique par les autorités tant nationales que régionales, en Espagne comme en France, pour ne développer que des moyens pour éliminer au plus vite tout ce qui peut engendrer un manque à gagner. Cela peut aussi s'appliquer aux conséquences des inondations.

Ces moyens conduisent parfois même à une aggravation des effets de l'événement. Seul le court terme est systématiquement privilégié... et voulu par tous les acteurs concernés par une catastrophe économique, comme si aucun ne veut voir au-delà du bout de son nez, quitte à ce que tout recommence l'année suivante ou même avant.

C'est à ces comportements irresponsables qu'il faut appliquer la phrase largement galvaudée « plus jamais çà ! ».



S'attaquer à la pauvreté

"Réforme" n° 3017 (6-12 février 2003)

Les dimensions de la pauvreté sont multiples, tels que la privation de biens fondamentaux (éducation, santé, nutrition), le dénuement matériel, la malnutrition, les maladies, la vulnérabilité, la marginalisation... Pour attaquer la pauvreté, il faut avoir une vision globale de toutes ces dimensions et mener une action à long terme.

La complexité de la notion de pauvreté met en évidence la précarité de nombre de personnes qui évoluent entre des états « pauvres » et « riches » au cours des différents moments de leur vie. Il faut donc opérer une distinction entre pauvreté chronique et pauvreté transitoire.

Notre monde change et nous feignons de ne pas le voir, notamment celui du travail polarisant à une extrémité sur des emplois spécialisés, pour une élite de « techniciens », à l'autre une masse grandissante de travailleurs flexibles semi-qualifiés, et une baisse progressive du nombre d'emplois stables pour les travailleurs non qualifiés. Aussi, des stratégies individuelles, familiales, collectives doivent être mises en œuvre pour atténuer ces effets. Encore faut-il que dilemmes, conflits, oppositions d'intérêts pouvant surgir puissent être arbitrés et résolus. Un point trop souvent sous-estimé est l'inégalité devant l'éducation, qui représente une contrainte majeure dans les possibilités de mobilité sociale. Le verset des Proverbes prend ici une nouvelle acuité « La pauvreté et la honte arrivent à qui rejette l'instruction, mais celui qui a égard à la répréhension sera honoré » (Pr 13,18).

« Faire de l'équité sociale une valeur fondamentale »

Exclusion sociale, chômage et sous-emploi structurel, tout comme la dérégulation progressive du marché du travail et le développement d'emplois précaires, sont devenus des problèmes mondiaux. Ces processus affectent toutes les sociétés mais sous des formes différentes et à des degrés divers de gravité. En conséquence, une véritable politique de la réduction de la pauvreté conduit à remettre en cause la distribution des richesses à tous les niveaux. Il devient indispensable de prôner une politique de transferts des ressources, pas seulement monétaires, vers les pauvres. D'autant qu'il n'y a pas de relation inévitable entre inégalités et croissance. Les pays riches auront bien plus de facilité à adapter leur développement et à faire de l'équité sociale une valeur fondamentale. Le citoyen, pour pouvoir faire face à ces choix qui dépassent largement son petit bien-être personnel et mettre en œuvre les stratégies nécessaires, doit d'abord être convaincu de sa responsabilité « personnelle » et devenir un militant qui ne la délègue plus à la commune, au département, à la région, à l'Etat et l'Europe, pour d'ailleurs mieux critiquer les décisions prises.



Internet

"Réforme" n° 3027 (17-23 avril 2003)

D'abord un outil au quotidien

Pour la première fois au monde, une nouveauté économique n'aura pas provoqué d'augmentation de la consommation énergétique, tout au contraire. Outil de travail, à l'origine, des militaires puis des scientifiques, Internet est rapidement devenu un outil indispensable et un vecteur incontournable de la mondialisation. Depuis, pour beaucoup d'entreprises françaises, Internet est une nécessité et un handicap certain pour celles qui n'ont pas de liaison Internet continue. Quand Internet est arrivé dans le « domaine public », il avait déjà un large passé professionnel. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait rapidement provoqué un changement sociétal aussi important que l'imprimerie, mais en révolutionnant tous les médias à la fois : télécommunications, poste, édition, imprimerie, musique, photographie, télévision, vidéo, etc.

Nous ne sommes pas du tout ni dans le virtuel, ni dans le ludique, comme certains le supposent à tort mais bien dans le réel. Il suffit d'imprimer son écran pour s'en convaincre : messages, lettres, commandes, factures, billets de transport, livres, photographies... sont transmis et imprimés (ou non) en quelques secondes. Car, le temps a été fondamentalement modifié pour l'ensemble des médias et donc pour tous ceux qui s'en servent.

En ce début de XXIº siècle, la seule question pour les Eglises est comment combler le retard « énorme » accumulé par toutes les structures ecclésiales pour utiliser Internet comme outil professionnel. Nos enfants et petits-enfants sont tombés dans la marmite Internet ; ils ne connaissent ni les vinyles, ni les trains à vapeur, et ont tous un téléphone portable. Ce sont eux l'avenir de nos paroisses, pas ceux qui feignent d'ignorer ou rejettent Internet, qui en empêchent l'évolution, qui ne voient dans Internet qu'un virtuel ludique, imaginaire, somme toute inutile et, finalement qui ferment la porte en rejetant tous ceux, de plus en plus nombreux, pour qui Internet est une réalité. Pour les Églises et les paroisses, ce tournant est difficile à négocier pour s'adapter à ce nouvel outil, le plus souvent par ignorance... ou peur, car il bouleverse définitivement notre quotidien.



Coup de chaleur

"Réforme" n° 3048 (9-15 octobre 2003)

Depuis des années, les scientifiques avertissent, en criant dans le désert, que des bouleversements climatiques vont aller « crescendo » à cause de l'accélération, ou plutôt dérèglement, par nos émissions de gaz à effet de serre d'un phénomène naturel, le réchauffement de la biosphère. Face à cet avenir et pensant que la nature est en danger, les Chrétiens ont eu un regard condescendant vers la sauvegarde de la Création, même récemment le Conseil œcuménique des Eglises n'a mesuré l'enjeu réel des bouleversements à venir ! Obnubilés par le statut « image de Dieu » - donc dit hors-création - donné à l'homme, ils n'ont pas su tirer les conséquences de la situation, c'est-à-dire l'espèce en danger n'est que Homo sapiens, c'est-à-dire notre propre espèce (le but même de la Création selon certains théologiens), pas la nature.

La canicule de cet été et ses effets, pourtant annoncée par les scientifiques après celles ayant frappé l'Inde, les USA, le Maghreb, le Proche-Orient, ont été minimisés par l'unique recherche d'un responsable... des conséquences de la canicule, mais pas les responsables qui l'ont provoquée! Reste à espérer que l'homme se sera rendu compte qu'une moyenne de température de quelques degrés de plus peut tuer des milliers de personnes, car les scientifiques annoncent une possible augmentation de cette moyenne, d'ici quelques décennies, jusqu'à 6°, alors que depuis un siècle l'augmentation a été de moins de 1°!

« Nul n'est sensé ignorer la loi de la nature »

Cette canicule sera-t-elle, sans autocritique, évacuée de la mémoire des citoyens comme les tempêtes, chablis et inondations... jusqu'au prochain événement, et les précédents sont peu de choses par rapport à ceux qui nous attendent à la fois en intensité et en fréquence. Pourtant, face aux preuves des scientifiques, nul n'est plus censé ignorer la loi de la nature.

Chassé du jardin d'Eden pour avoir marqué, en croquant la pomme, son désir d'accéder à la connaissance et au concept du bien et du mal, qu'en fait l'homme, et le chrétien en premier ? Nous préparons à nos enfants et petits-enfants un héritage qui hypothèque déjà la survie de beaucoup de populations dans le monde, toujours les faibles et les pauvres, des millions en meurent chaque année et cet inconcevable est devenu réalité chez nous.

En boutade, je terminerai en rappelant que du temps des anciens les parents disaient : « C'est la faute de la bombe atomique ! » Ou encore « Qu'avons-nous fait à Dieu pour mériter cela ? » C'est toujours la faute d'un autre... la canicule nous l'a démontré au plus haut.



Pasteur et paroissien

"Réforme" n° 3057 (11-17 décembre 2003)

Là où les professions ont été plusieurs fois remises sur le « métier » au cours des derniers vingt ans, il est incroyable d'apprendre que celle de pasteur y a échappé

Depuis ces derniers vingt ans, paroissiens et pasteurs n'ont pas évolué ensemble : les premiers ont été soumis à une modernité fulgurante avec bouleversements des valeurs, annonçant un siècle nouveau, et obligés de s'y adapter ; les seconds sont restés ancrés dans une fonction pastorale traditionnelle avec une paroisse vieillissante, et n'ont pas vraiment intégré les changements fondamentaux de la société, qui ont provoqué une révolution dans la vie quotidienne et dans les habitudes au-delà même de notre imagination.

« La structure paroissiale n'a pas été repensée »

De même, la structure paroissiale n'a pas été repensée en fonction de ces transformations portant notamment sur le temps de travail, la communication, les loisirs, l'accroissement des connaissances... et les statuts qui la régissent s'avèrent d'un autre siècle, avec la cooptation l'emportant sur la démocratie évangélique. On peut se demander si la situation actuelle du pasteur n'est pas tout simplement la partie visible de la réforme et de la mutation à entreprendre. Néanmoins, plusieurs facteurs sont risques d'atermoiement : le vieillissement de la population poussant au conservatisme, le repli identitaire pouvant aller vers l'intégrisme et le bénévolat paroissial resté traditionnel. La transmission des valeurs et de la culture chrétienne a radicalement changé, ce qui oblige à repenser l'organisation des communautés et structures ecclésiales, notamment en laissant à des professionnels (même s'ils sont bénévoles) prendre le relais dans des créneaux, de plus en plus nombreux, où les paroissiens ne peuvent plus œuvrer efficacement.

C'est une conséquence de la professionnalisation des connaissances et techniques, qui touche tous les échelons de notre société, y compris le pasteur. Auparavant homme-orchestre de la paroisse, il a perdu petit à petit bien des prérogatives pour devenir un employé paroissial, et le conseil presbytéral prestataire de services! Certes, cela ne se fait pas sans malaise, sans tension, sans chambardement.

Aussi, les questions mal posées et les décisions éludées seront de plus en difficiles à prendre plus tard, d'autant que le temps aggrave les difficultés, mais aussi parce que l'inaction, tout comme l'inertie, discrédite toute la structure. Moins elle agit aujourd'hui et moins elle aura les moyens humains et financiers d'agir demain. Ceux qui resteront ne seront pas des « protestants » (ou des frondeurs), mais ceux qui se contenteront de l'Eglise qu'on leur propose.



Les ménages et le changement climatique

"Réforme" n° 3063 (22-28 janvier 2004)

Ecologie

Le changement climatique induit par l'homme est un des défis environnementaux les plus importants pour l'humanité, car ce changement, inévitable, affectera négativement tous les systèmes socio-économiques. L'amplitude et durée des changements du climat terrestre dépendront de la demande énergétique. Mais tous les facteurs possibles ne sont pas encore connus.

Ainsi, récemment, un nouveau phénomène démographique, la diminution de la taille des ménages, prend de l'importance dans la consommation de ressources et sur la biodiversité. Au cours des 30 dernières années, la moyenne de la famille est passée de 3,2 à 2,5 personnes dans les pays développés et de 5,1 à 4,4 dans les pays en voie de développement. Avec la démographie galopante actuelle, la diminution de la taille des ménages engendre un très fort accroissement de leur nombre.

Dans les pays développés, la consommation en énergie a augmenté de 2,1 % entre 1970 et 1990; or, selon la croissance de la population, cette augmentation n'aurait dû être que de 0,7 %, mais la taille des ménages en explique 1,6 % (par exemple, un foyer de deux personnes consomme 17 % d'énergie en moins qu'une personne isolée). Cette fragmentation des ménages induit aussi des actions anthropiques à impact négatif sur la biodiversité, qui touchent en premier les pays en voie de développement, par accroissement de l'espace urbanisé et des activités associées, de la déforestation, des émissions de gaz à effet de serre (bien que 92 % de l'humanité ne dispose pas de voiture !). Certains pays sont particulièrement visés, comme la Chine, le Brésil ou les îles de l'Océan Pacifique, où le nombre de ménages a augmenté de 3,1 % par an, alors que la population n'a connu qu'une croissance de 1,8 % (1,3 % pour l'ensemble de l'humanité et 1,6 % dans les pays développés).

Un fort changement dans les politiques démographiques, malgré le déclin mondial continu de la fertilité humaine, demeure un impératif pour une conservation globale de biodiversité. En effet, même quand la population décroît, le nombre de foyers augmente significativement, souvent une conséquence de l'agrandissement des villes et des moyens de consommation par tête.



La laïcité espagnole reste ostentatoirement catholique

"Réforme" n° 3069 (11-17 mars 2004)

En Espagne, avant la Constitution de 1978, la formation religieuse catholique était obligatoire pour tous et quel que soit l'âge, car tout citoyen « était croyant et catholique par décret » et parce que la « Sainte Mère l'Église » l'ordonnait.

Cette nouvelle constitution, après la mort de Franco, établissait la séparation des Églises et de l'État avec liberté de religion et liberté de conscience. Pourtant, les « *Acuerdos del Estado Español* » avec le Vatican, bien que provenant de concordats antérieurs à cette Constitution, restent en vigueur. Aussi, dans les établissements scolaires, le catéchisme (catholique) se poursuit et s'est peu à peu consolidé avec des cours donnés par des enseignants payés par l'Etat, mais contrôlés par l'épiscopat, en opposition avec les principes constitutionnels espagnols.

Pendant les 25 dernières années, les pouvoirs publics, sous la pression de l'Eglise catholique, ont amené peu à peu la majorité des familles agnostiques à opter pour la participation de leurs enfants aux cours de religion (catholique) afin que ces derniers ne subissent pas de discrimination, quoique l'état espagnol soit laïque et garantisse la liberté de pensée.

À partir de la rentrée scolaire 2004-2005, selon la LOCE « Ley Orgánica de Calidad de la Educación », les scolaires, depuis l'entrée à l'école primaire jusqu'au « bachillerato », auront une nouvelle matière obligatoire, l'enseignement de la religion (en 840 heures de cours dont les notes compteront pour l'examen d'entrée à l'Université). Ils devront choisir entre deux options: l'une confessionnelle (catholique) dont le contenu est établi par l'Eglise catholique et enseigné par des professeurs titulaires nommés par les évêques ; et, l'autre, nommée « faits religieux », sera enseignée par les professeurs d'histoire et de philosophie, avec un contenu lui aussi « supervisé » par l'Eglise catholique. Cette dernière option, dite « non confessionnelle », prône dans ses programmes les valeurs religieuses et l'« immoralité » de l'athéisme. Le plus surprenant est que l'Education espagnole va véhiculer un bel exemple d'intolérance et de totalitarisme au travers de la suprématie catholique dans une matière qui aura des répercussions sur l'ensemble des cursus scolaires. Le plus important de cette curieuse dichotomie est de permettre à l'Eglise catholique de maintenir son pouvoir politique, religieux et culturel en Espagne par un système impérialiste d'endoctrinement et de domination, issu de l'Inquisition, utilisant aussi la culture populaire à travers des étapes devenues souvent profanes, mais socialement incontournables, comme la confirmation, la première communion, le mariage, les processions, le jour de congé pour le saint de l'entreprise, de l'établissement scolaire ou universitaire, de la ville, etc.

« Quoique l'Etat espagnol soit laïque »

Pour mesurer l'impact populaire de l'Eglise, il est intéressant de voir comment ont évolué les « dons » à partir des deux cases à cocher sur la déclaration d'impôts, car un 0,5 % des impôts est réparti en fonction du souhait du contribuable : entre 2000 et 2001, le pourcentage des dons en faveur de l'Eglise catholique (une des cases) a baissé de 39 à 33 %, tandis que celui en faveur des ONG et associations d'intérêt social (l'autre case) est passé de 39 à 43 % et celui d'aucune case cochée de 31 à 33 % (la somme dans ce cas est gardée par l'Etat). Enfin, 11 % des contribuables ont coché les deux cases. En outre, 73 % des Espagnoles utilisent des contraceptifs malgré l'anathème catholique contre leur usage. Et seuls 12 % des 18-24 ans se disent pratiquants (61% en 1975 et 91 % en 1960) et 71 % disent pouvoir se passer de l'Eglise catholique pour croire en Dieu.

Les critiques sur cette nouvelle matière à options obligatoires sont aussi vives à l'encontre de la hiérarchie du catholicisme espagnol et du gouvernement dans l'Eglise, comme lors du 23e congrès de Théologie (septembre 2003) et par l'Association Jean-XXIII, que hors de l'Eglise, notamment par la confédération de parents d'élèves CEAPA. En Espagne, la « laïcité » reste fondamentalement attachée aux signes religieux ostensiblement catholiques avec l'imbrication de l'Eglise dans tous les événements de la société espagnole. Cette emprise est suffisamment

forte dans la conscience populaire pour rendre l'émergence d'une vraie conscience laïque difficile, voire impossible, car rapidement étouffée par le « droit romain » et le qu'en-dira-t-on, tout comme l'expression publique d'autres religions pourtant plus que millénaires en Espagne comme l'islam et le judaïsme.

C'est à quelques mois de l'application de l'enseignement religieux que la Conférence épiscopale espagnole vient de publier un rapport sur la « révolution sexuelle » prônant que « la jeunesse a le droit de connaître la vérité sur l'amour et sur la sexualité humaine », et qu'il faut combattre « la perte de l'héritage chrétien en Espagne ». Cette Conférence a aussi fixé comme l'un des objectifs de l'enseignement optionnel que « chaque enfant découvre et connaisse son propre corps comme don de Dieu ». Les réactions de cette hiérarchie sont révélatrices de sa peur des conséquences de la perte du pouvoir politique dans les arcanes de l'Etat espagnol, pouvoir qui empêche l'ouverture vers les autres religions et un retour à la fidélité à l'Evangile.



NOTE:

L'auteur a été chargé de cours à l'*Universitat de València* (Espagne) pendant 15 ans (cours en *castillano*) et a vécu deux ans à Valencia et Madrid où il fut membre de la Iglesia Evangélica Española (paroisse de la C/ Bravo Murillo).

La promesse : 3% du PIB avant 2010 pour la recherche

"Réforme" n° 3076 (29 avril - 5 mai 2004)

« La France devra consacrer 3% du PIB en 2010 à la Recherche » fut la promesse du candidat Chirac, plusieurs fois rappelée par le Premier Ministre Raffarin, mais dont on a jamais vu le début de réalisation.

Cette promesse avait, à l'époque, laissé les chercheurs dubitatifs tant l'augmentation des crédits et du nombre de chercheurs devait être forte, pour ne pas dire énorme! En effet, pour atteindre ces 3 %, les dépenses de recherche auraient dû progresser de 8 % par an, alors qu'elles ne furent que de 2,6 % au cours des dix dernières années.

Aux seuls EPST (Etablissements publiques scientifiques et techniques, dont le CNRS) fut promis le 1%, ce qui impliquait que les crédits (qui représentaient 0,61 % du PIB en 2000) augmentent de 10 % par an d'ici 2009 soit 5 fois plus que la progression constatée au cours des 10 dernières années.

« En colère, les chercheurs du CNRS? »

Ces objectifs récemment réaffirmés par le président de la République ont aussi des effets en terme d'emploi. Fin 2000, il y avait, en équivalents plein-temps, 127 000 chercheurs dans notre pays. Pour atteindre les 3 % du PIB avant 2010, ce nombre devrait progresser de 46 000 emplois en équivalents plein-temps soit 9 000 recrutements supplémentaires par an, chiffre auquel il faut ajouter environ 5 000 départs à la retraite par an, soit 14 000 docteurs par an en équivalents plein-temps. Pour l'ensemble des seuls EPST, cela implique 11 000 chercheurs supplémentaires d'ici 2010, soit 2200 par an plus 700 pour compenser les départs à la retraite –

Les chercheurs ont fait les comptes et demandent des comptes & Curieux que plus le temps avance plus les attaques contre les EPST se font de plus âpres. Pourtant, le 7 avril 2004, le Ministre de l'Education Fillon a tenu « à souligner la place qu'accorde le gouvernement à la politique de recherche : celle d'une priorité nationale ». Mais combien savent que, déjà en été 2003, l'Union Européenne a annoncé qu'elle avait besoin de 550 000 chercheurs, ingénieurs de recherche et enseignants-chercheurs supplémentaires d'ici 2010 ?

En colère les chercheurs du CNRS ? Si le malaise dans la recherche scientifique ne date pas de ces dernières années, il est endémique au sein des organismes de recherche publiques depuis plus de 25 ans. Il concerne à la fois les moyens de travail, les crédits, les postes de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens... les conditions de travail et les salaires. Mais, une telle promesse non tenue, pire reniée dès l'origine avec gels, reports, annulation de crédits, réductions de postes et blocage des carrières a été la goutte qui...



Echanges, n° 32, p. 21-22 (1984)

Un engagement : l'Eglise Evangélique de Nouvelle-Calédonie

Un protestant de notre région a fait en Nouvelle-Calédonie un voyage professionnel. Il a aussi rencontré les protestants de là-bas. Pour Echanges, il raconte...

A nos antipodes, à quelques 19.000 km, se situe un territoire d'Outre-Mer, français depuis 1853, la Nouvelle-Calédonie: le «Territoire» comme l'appelle les Calédoniens, formé de la Grande-Terre et de ses dépendances (les Iles Loyautés), d'une superficie de 19.100 km², avec une population de 140.000 habitants (dont 60.000 pour la capitale, Nouméa). Les 60.000 Mélanésiens (ou Canaques) et 50.000 Européens animent un débat politique, économique, culturel, sur l'Indépendance du Territoire, débat dans lequel l'Eglise Evangélique de Nouvelle-Calédonie, forte de 25.000 membres avec une soixantaine de pasteurs, tous mélanésiens, a pris une position officielle en 1979.

Evangélisation

Dès 1841, deux évangélistes polynésiens apportent aux Mélanésiens l'Evangile, puis viennent des missionnaires de la Mission de Londres, remplacés vers 1900 par ceux de la Mission de Paris. Dès l'origine, l'Evangile fut véhiculé par les Canaques eux-mêmes dans les tribus, permettant ainsi son acceptation culturelle.

Puis, les pressions exercées sur les protestants par l'administration de Napoléon III pour qu'ils deviennent catholiques furent probablement un catalyseur, car, dès 1900, l'Eglise protestante se lance avec les Canaques dans une évangélisation bientôt liée à la lutte contre l'injustice et aussi l'alcoolisme, un des fléaux « colonialistes » du Territoire : injustice pour les Mélanésiens dépossédés de leurs terres et relégués dans des réserves, sans droit de vote et d'instruction. Il faudra attendre 1953 pour que les Canaques deviennent des citoyens avec droit de vote et accès à l'école publique.

Autonomie

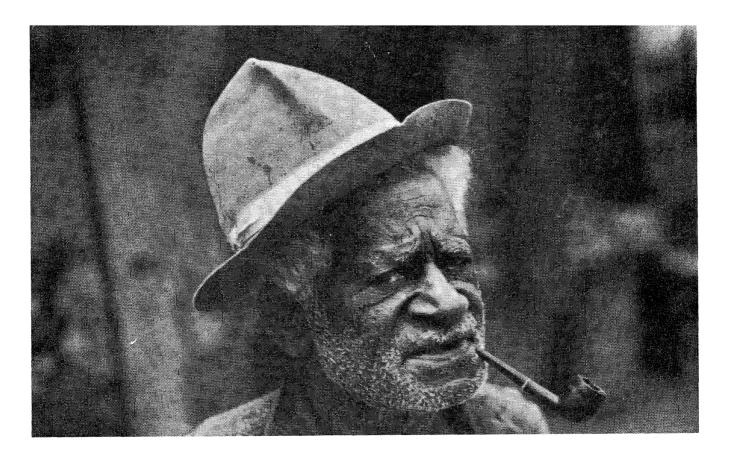
En 1960, l'Eglise Evangélique de Nouvelle-Calédonie devient autonome. Consciente que le fossé entre ethnies contient un risque de conflits, elle entame une réflexion sur l'indépendance du «Territoire» pour le droit à la parole, à la dignité et à la décision des Mélanésiens. C'est le début du lent cheminement chez les protestants mélanésiens pour «prendre en main eux-mêmes leur propre vie dans leur propre pays», pour renverser les relations Européens-Mélanésiens. L'aboutissement se situe en 1979



La Nouvelle-Calédonie de demain

au cours du Synode: l'Eglise Evangélique se prononce pour l'indépendance, une indépendance l'Evangile à la main et dans le cœur. Une telle position politique, audacieuse pour une église chrétienne dans notre monde (mais dans le droit-fil de l'Evangile) a été contestée par les protestants européens proches du parti politique RCPR (parti anti-indépendantiste) et bien sûr par ce parti lui-même, usant largement des médias pour contrer cette position. Et, si le Front indépendantiste (FI), réunissant des formations diverses, se félicite de cette prise de position, l'Eglise vigilante utilisera l'interpellation par l'Evangile chaque fois que le FI s'écartera de la ligne que l'Eglise a tracée.

Le 24 septembre est l'anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France, jour de deuil pour les Mélanésiens en souvenir de la dépossession de leur terre. Pourtant les Canaques en ont fait en 1982 un jour de fête pour la concertation entre ethnies et, malgré la demande des fidèles catholiques, de certains protestants et du FI, l'Eglise Evangélique sera la seule Eglise représentée à la fête ce jour-là (avec un culte); l'Eglise Catholique, observant en Nouvelle-Calédonie une prudente neutralité, refuse de s'associer à cette journée.



Indépendance?

Si les parents et grands-parents canaques pensaient devoir leur survie en singeant les blancs, la jeune génération (en vive discussion avec les précédentes) a pris conscience de l'entité canaque qui, loin d'être monolithique, au travers de conflits tribaux, n'en existe pas moins. Aussi le peuple canaque marche-t-il vers l'Indépendance, souvent sans les leaders politiques des générations précédentes. Oui, vers l'Indépendance! Car, si les Blancs ont raté l'intégration des Mélanésiens (en fait inutile puisque le Canaque est bien là où il est!), ces derniers ont pris conscience de la réalité canaque, de la nécessité de participer et de prendre le pouvoir économique, en rejetant tout colonialisme. Les Canaques savent aussi que le temps travaille pour eux, aidés en cela par une forte démographie et une stabilité de la population blanche.

Créant en 1979 un lycée, l'Eglise Evangélique (possédant aussi trois collèges) participe activement à cette prise de conscience en développant dans ses établissements une pédagogie adaptée à la spécificité canaque pour promouvoir la formation d'enseignants et de cadres canaques dont ce peuple a un besoin urgent: une nouvelle pédagogie, car l'Eglise considère que l'école laïque, ou catholique, est un véhicule de la société de consommation française.

Même si le «Territoire» vit toujours sur des braises, le peuple mélanésien est parvenu à une période de prise en compte de l'autre (blanc), et un rééquilibrage est en train de se réaliser. Prions pour que les Blancs soient assez lucides pour faire une approche similaire. Cohabitation et compréhension mutuelle sur une base égalitaire sont les seuls garants d'une stabilité en Nouvelle-Calédonie. Et alors pourquoi pas l'indépendance?

Christian Emig



Diversité et Energie

Un lecteur nous adresse ces lignes juste à temps pour que nous les introduisions dans ce numéro. Nous les ajoutons à nos articles sur tolérance et intolérance: un scientifique dit la nécessité — même pour l'Eglise! — de ce que d'aucuns ne tolèrent pas, la diversité; c'est à dire la différence de l'autre.

La dynamique unitaire de l'œcuménisme doit se développer dans une nécessaire diversité des Eglises. Ce concept, qui peut paraître curieux à certains s'applique aussi aux Eglises elles-mêmes, comme aux paroisses ou communautés, pour peu que ces structures veuillent évoluer et non se complaire dans l'immobilité.

L'évolution, pour se produire, a besoin d'énergie. Cela s'explique par un concept scientifique qui dit que plus la diversité d'un ensemble est grande, plus l'énergie qui le traverse et l'anime est forte, et plus les possibilités d'évolution sont grandes.

Ainsi, la diversité dans l'unité des paroisses, des Eglises, du mouvement œcuménique devient une richesse fondamentale qui amplifie le souffle énergétique du Saint-Esprit et chacun de nous y contribue totalement en apportant sa propre énergie — à condition que nous sachions « nous aimer les uns les autres », aimer l'autre avec son identité, sa certitude, sa substance, sans le contraindre à l'uniformité.

Chacun de nous a besoin de solidanté et d'un vivant sentiment de communauté. C'est une tendance naturelle, mais gardons-nous au sein de toute structure de susciter l'uniformité, car notre prochain deviendrait celui qui nous ressemble, dans lequel nous nous retrouvons, un autre moimême. Et cette uniformité est ou deviendra un groupe de pression et son expression tangible est l'oppression. Soyons vigilant car il faut nous unir dans la diversité; le prochain est celui d'en face, qui pense et vit autrement que moi.

Au regard des lois de la thermodynamique, l'Evangile nous impose d'être des systèmes ouverts, dits « non en équilibre », alors que notre tendance naturelle est de tendre vers des systèmes clos dans lesquels l'énergie qui sort n'est égale qu'à celle qui entre!

Christian Emig

▼ ÉCOLOGIE

«Soyez féconds et dominez la terre!»

Les récentes catastrophes naturelles sont-elles une fatalité ou l'homme y a-t-il une part de responsabilité? Une certaine interprétation de la Bible n'a-t-elle pas favorisé le pillage de la nature?

epuis quelques semaines, quelques mois, les médias, surtout la télévision, nous abreuvent de reportages sur des phénomènes catastrophiques aux quatre coins du sons de la mer, sur les oiseaux du ciel, et sur tout animal qui se meut sur la terre ». C'est comme si les hommes refusaient d'envisager que l'univers obéisse à des lois (divines pour les croyants!) et que lois de la nature », comme, par exemple, les tremblements de terre ou les éruptions volcaniques, de simples manifestations de la tectonique des plaques, ou encore les cyclones, tempêtes et vents forts

> liés aux masses d'air, parfois en synergie positive avec la lune ou enfin les grandes épidémies en réponse à une presécolosion gique. Ceux du deuxième type ont pour responsable direct l'homme luimême, aggravant souvent phénomènes naturels en les rendant

catastrophiques, comme récemment les glissements de terrains au Venezuela, les inondations en France, et la dernière marée noire, dont l'aspect catastrophique est exclusivement économique.

Selon les écologues, ce deuxième type est marqué par deux phénomènes fondamentaux qui s'amplifient et se conjuguent:

- une croissance démographique, incontrôlée depuis le XIXe siècle (2,5 millions d'années pour atteindre en 1960 un effectif de 3 milliards d'hommes, 40 ans de plus ont suffi pour atteindre le double, 6 milliards!); - un développement technologique qui gaspille de plus en plus les ressources naturelles et accroît la pollution. Ce dernier facteur est tout aussi anarchique et incontrôlé que le précédent. Parmi d'autres catastrophes du deuxième type, on peut citer la pénurie en eau, la déforestation, la désertification, l'érosion de la terre arable, la famine, les pollutions globales - air, sols, eaux -, la destruction de la biodiversité... Difficile de faire un classement par ordre d'apparition et par ordre d'importance, cela dépend du degré de responsabilité et de prise de conscience de l'Homo sapiens sapiens. Néanmoins, tous ces phénomènes ont déjà atteint un niveau catastrophique dans des dizaines de pays du tiersmonde.

En aucune façon, l'espèce humaine ne peut s'arroger le droit de se multiplier, ni d'assujettir la terre, en faisant disparaître à jamais de nombreux écosystèmes et des millions d'espèces vivantes, fruits de plusieurs milliards d'années d'évolution.

La science donne ici les limites de la théologie et la met face à la nature. Ce face-à-face ne peut qu'être basé sur des expertises scientifiques écologiques et devra aussi répondre à la question : comment faut-il appréhender l'anthropocentrisme exacerbé dans la culture judéo-chrétienne, face aux défis de la survie humaine?

CHRISTIAN DE MITTELWIHR



Venezuela : après les inondations, des paysans font la queue pour s'alimenter.

monde. Mais nous parle-t-on des causes de ces événements? En l'absence d'explication rationnelle, certains tentent de trouver une solution dans des livres de prétendus devins, tel Nostradamus; d'autres se plongent dans l'Apocalypse de Jean pour déduire de tel ou tel phénomène la prochaine venue du Messie.

En fait, les religions bibliques, judaïque, islamique et chrétienne, ont toujours eu des rapports confus, voire contradictoires avec la nature, dès le verset 28 du chapitre I de la Genèse « Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre, et l'assujettissez; et dominez sur les pois-

celles-ci s'appliquent à tout et à tous, en commençant par l'homme lui-même. Y déroger entraîne des conséquences que l'homme veut de moins en moins accepter dans sa quête du risque zéro.

Vous avez dit « naturel »?

On peut ainsi brièvement distinguer deux grands types d'événements qui agressent l'homme et qui sont souvent catastrophiques pour luimême. Ceux du premier type sont directement régis par « les

39

▼ VERS UN NOUVEAU DEFI POUR NOTRE EGLISE

Et maintenant... si on se parlait un peu ?

Il faut se parler pour communiquer. Cette lapalissade prête à sourire mais la confusion entre le monologue de l'information et le dialogue de la communication est une plaie dans nos projets ecclésiaux...

a confusion entre information et communication est assez commune! Nombreux sont ceux qui, en informant, pensent communiquer, notamment dans les communautés ecclésiales. L'impact d'une information, telle une circulaire, un document, un bulletin paroissial, est rarement évalué, encore moins analysé; dans ce cas, à quoi sert l'envoi, parfois répété inutilement d'année en année? Aurait-on peur de constater que l'information peut susciter l'indifférence, ou même le refus, d'autant qu'elle est toujours délivrée à sens unique. En effet, l'information fournit essentiellement des renseignements et transmet des connaissances, alors que la communication est relation, échange, réciprocité. Celle-ci est dialogue, ce qui met en cause la « lisibilité » du message, puissamment conditionnée par l'image de l'émetteur, pose implicitement la question de la réception du message et oblige donc à une réponse. Ces aspects sont souvent négligés, parfois redoutés, car ils mettent l'émetteur face aux réalités sociales. En d'autres termes, nos structures ecclésiales sont plus informantes (voire enseignantes) que communicantes et relationnelles, ce qui est de plus en



frappez (sur le clavier) et l'on vous ouvrira l

plus refusé par la grande majorité de nos concitoyens, qui découvrent de nouvelles expressions à travers les divers médias de communication. D'où la nécessité d'intégrer, à tous les niveaux de notre Eglise, les nouveaux modes de communication afin de faire passer le

message évangélique. Ne pas le faire c'est provoquer un sentiment diffus d'un hiatus culturel avec la so-

ciété et permettre à d'autres, notamment aux sectes, de le faire à notre place.

Dans la Bible, les appels au dialogue ne manquent pas et le message d'amour et d'espérance a toujours été communication. Nous avons simplement fini par l'oublier et par nous couper des nouveaux langages pour l'exprimer, tout en sachant implicitement que ce message ne passera que s'il est en phase avec le monde, donc,

si l'on est attentif à l'évolution rapide de notre société. Nos structures ecclésiales saurontelles en prendre réellement conscience, en tirer les conséquences et envisager les nouveaux enjeux et écueils?

L'information est « écriture », la communication, « parole » et celle-ci doit être réciproque et non enseignante, vivifiante et non dogmatique, libérante et non contraignante. La transmission des valeurs et de la culture chrétienne devient radicalement nouvelle, ce qui oblige à repenser l'organisation des communautés et structures ecclésiales, notamment en laissant à des professionnels (même s'ils sont bénévoles) prendre le relais dans des créneaux, de plus en plus nombreux, où les paroissiens ne

> peuvent plus œuvrer efficacement; c'est une conséquence de la professionnalisation des connaissances

et techniques, qui touche tous les échelons de notre société. Notre vie quotidienne et nos habitudes subissent une révolution qui va au-delà de notre imagination.

« Allo, allo!

On demande

un dialogue

au parloir »

« Au commencement était la Parole... toutes choses ont été faites par elle... En elle était la vie, et la vie était la lumière des hommes. La lumière luit dans les ténèbres, et les ténèbres ne l'ont point reçue » (Jean 1).

CHRISTIAN DE MITTELWIHR

HUMEUR...

Je reste confondu par la « pauvreté » des échanges (avec un é minuscule!) au sein de la communauté protestante en général, alors que la plupart des entreprises et donc l'ensemble des salariés travaillent en flux « tendu », d'où l'usage intensif du téléphone, du fax et d'Internet. En d'autres termes, une réponse à une question se doit d'être « instantanée », au plus tard dans la journée... dans la « com » aussi, le flux est tendu! A penser que le paroissien ne fait pas de différence entre les différents acteurs, d'autant que l'ERF est aussi une entreprise. Si j'écris cela, c'est que je constate que cela ne s'améliore en rien. Un petit bilan sur des questions « urgentes » :

 deux messages électroniques à la Fédération sans réponse depuis... plus d'un an!

 deux messages électroniques (à une paroisse et à une oeuvre dans la région) sans réponse - depuis 3 semaines!

Je passe sur les coups de fils butant sur des répondeurs dont je me demande s'ils enregistrent... Et je suis sûr que chacun des « réceptionnistes » a de bonnes excuses qui, à y regarder de près, sont souvent bien moins bonnes. Quant à moi, je me demande si je n'aurai pas aussi de bonnes excuses quand un trésorier sollicitera un chèque!

Un exemple concret: plusieurs associations scientifiques, pour n'avoir pas su gérer leur « com », sont en liquidation ou en difficulté financière, les membres ne renouvelant pas leur cotisations. Attention, si les cotisants ou les cotisations chutent ou stagnent... il y a problème sous roche (sur le sable cela se serait déjà écroulé!).

C. DE M.

12

LA PAROLE AUX LECTEURS

♦ L'EGLISE N'EST PAS UNE ENTREPRISE

Réaction à l'article « Gros plan » (page 12) du n° 246.

L'article « Gros plan » distingue information et communication et je partage l'avis de son auteur quant à la confusion, assez fréquente, entre les deux. J'adhère à une bonne partie de son analyse, en particulier au fait qu'il faut, dans ce que l'on fait, du professionnalisme. Par contre, je ne pense pas que les nouveaux modes de communication méritent toujours ce titre de « communication » qu'on leur donne. Un équipement « top niveau » ne fait pas forcément la qualité de la communication et un superinformaticien n'a pas forcément un message avec du contenu à délivrer. Diverses expériences récentes avec des services de communication de mairie, de sociétés, d'administrations me donnent à penser que ça n'irait pas forcement mieux si l'Église fonctionnait comme ces entreprises-là. D'autre part, ça me paraît un peu simplificateur d'opposer la pauvreté des échanges au sein de la communauté protestante (...) aux prétendues performances en la matière de l'entreprise (...). Pour la protestante que je suis, l'institution ne prend jamais le pas sur la personne. Je ne souhaite pas non plus que l'on considère l'Église comme une entreprise, parce que ce monde du travail, de l'économie reine, du résultat à tout prix, ne correspond pas au modèle de société que j'essaie de contribuer à construire comme citoyenne protestante. Et dans cette perspective-là, ça me gêne que l'on brandisse tout de suite l'argument-fric:

« Attention, je ne paierai plus mon abonnement au journal, ma participation financière à la vie de l'Église, etc. », qui renforce l'image de l'entreprise régie par le pouvoir de l'argent. Au contraire, je souhaiterais que l'entreprise vive un peu plus des valeurs évangéliques: du respect des personnes et de l'environnement, de justice, etc.Utopie? Certes. Mais, pour moi, ce n'est pas à cause des nouveaux moyens de communication que la transmission des valeurs et de la culture chrétienne devient radicalement nouvelle, c'est parce que le message de l'Évangile est et reste toujours radicalement révolutionnaire et nouveau et qu'il pourrait, peut-être, renouveler efficacement les méthodes de l'entreprise.

M.L.

Extrait de la réponse de Christian de Mittelwihr: Un article est forcément réducteur. Qui peut penser que le protestantisme est monolithique, qui parle d'entreprise et qui peut penser que l'entreprise est monolithique? En tout cas pas moi. Y aurait-il eu dérive à cause du mot « professionnel » = spécialiste, contraire d'amateur, j'y ajouterais (sans mauvaise pensée) personne de bonne volonté? Ceci étant, il y a des caractéristiques communes à diverses structures ou organismes, comme la paroisse, l'entreprise, l'association, la société (souvent à responsabilité limitée, même la française, voire à irresponsabilité illimitée). Que toutes celles-ci fonctionnent comme elles le devraient, bien sûr que non, d'ailleurs vous faites une liste de structures qui finiront en faillite; aucune n'y échappe pas même une paroisse! On peut toujours penser autrement, mais cela ne va pas exorciser le problème. CH. DE M. (\ldots)

ECHANGES MARS 2001

♦ REVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET EVOLUTION PAROISSIALE : UN POINT DE VUE

Réponse à la proposition faite par J. Carpieu (p. 12 de « Echanges » n° 247 - novembre 2000): Au cours des années 1990, la révolution technologique provoqua une onde de choc au moins aussi importante que l'apparition de l'imprimerie, au cours des

années 1440, dont la Bible fut la première bénéficiaire. Il est déjà loin le temps où nous jouions avec la boîte « Le petit imprimeur »; nos enfants et petits-enfants, eux, pianotent sur un clavier d'ordinateur! Entraînés par la spirale d'une révolution mondiale à la fois culturelle. économique, industrielle, sociale, nous avons été projetés dans le cyberspace. Face à la mutation de la communication, engendrant le développement d'une

nouvelle conscience mondiale et de nouvelles relations sociales, les communautés ecclésiales se sont laissé surprendre par le chambardement des habitudes et des routines, parfois séculaires. Pouvons-nous imaginer que dans une dizaine d'années, disques, pellicules photo, livres feront figure d'antiquités dans l'ère du tout numérique ? Que faire alors ?

D'aucuns ont crié au diable, d'autres à l'utopie. La réalité et la sagesse devraient conduire nos responsables à adapter les structures ecclésiales, à modifier les façons de travailler, d'informer et de communiquer, à choisir des hommes et des femmes capables de mettre en oeuvre et développer les nouvelles technologies, c'est aussi mettre «l'imagination au pouvoir» (selon un slogan de mai 68!) pour animer avec un esprit

progressiste l'organisation des paroisses, des associations caritatives et autres structures de bienfaisance. Quelques pistes, dans le désordre : informatiser l'ensemble des acteurs de la paroisse, notamment les pasteurs, les secrétaires ; demander aux responsables paroissiaux d'être des internautes affirmés et confirmés ; développer des sites Web paroissiaux et régionaux ; créer une commission régionale technique et éthique du multimédia; professionnaliser les structures ecclésiales pour les adapter à la vitesse (ce qui n'est pas le propre, en général, des structures sociales) tout en respectant la temporalité; assurer par

Internet la majeure partie de la circulation, non seulement de l'information, mais aussi de la communication; permettre le versement des dons et de la quête par carte bancaire. Le concept classique de la paroisse, comme de toute structure associative, fait de moins en moins recette; le monde est en bouleversement et le bénévolat traditionnel avec lui. La survie des paroisses et de l'ERF est au prix d'une mutation, peut-être drastique! Et si déjà nous commencions à en parler avec une écoute et une volonté de mise en oeuvre ? CHRISTIAN DE MITTELWIHR, directeur de recherches au C.N.R.S.

ECHANGES DÉCEMBRE 2000

HUMEUR

CHURCH STORY

Dans un monde de plus en plus en évolution (et plus il bouge et plus il a tendance à bouger selon la 2e loi de la thermodynamique), les repères, les identités, les affiliations tendent à se brouiller, entraînant une dissolution des cultures particulières (y compris la religieuse). Celles-ci ne sont plus ni structurantes, ni rassurantes et de moins en moins capables de sauvegarder un sentiment d'appartenance. Il est donc de plus en plus difficile de se « situer » dans ce qui implique des en plus difficile de se « situer » dans ce qui implique des en plus difficile de se « situer » dans ce qui implique des portements. Notre éventail s'ouvre sur des possibilités illimitées, mais l'absence de repères pour guider le choix de chacun tempère vite l'ivresse de liberté.

L'Église n'y échappe pas! Les questions mal posées et les décisions éludées seront de plus en difficiles à prendre plus tard, car le temps aggrave les difficultés, mais aussi parce que l'inaction, tout comme l'inertie, discrédite toute la structure. Moins elle agit aujourd'hui et moins elle aura les moyens humains et financiers d'agir demain. Ceux qui resteront ne seront pas des « protestants » (ou des frondeurs), mais ceux qui se contenteront de l'Église qu'on leur propose.

Contrairement à certains objets matériels, l'Évangile ne s'use que si l'on ne s'en sert pas! CHRISTIAN DE MITTELWIHR



ECHANGES OCTOBRE 2001

211

HUMEUR

DON OU COTISATION?

La différence n'est pas anodine et elle peut expliquer la situation financière de l'Église. Si le don est l'« action de donner » ou la « chose donnée », c'est aussi « ce que l'on abandonne sans rien recevoir en retour ». Au contraire, la cotisation est une « collecte d'argent », une « somme à verser par... les paroissiens en vue de dépenses communes ». Quant à cotiser, c'est « contribuer, chacun pour sa part, en vue de réunir une certaine somme en vue d'une dépense commune », c'est aussi « verser une somme régulière à... sa paroisse ».

Ainsi se pose la question : faire un don ou payer une cotisation? La réponse me paraît simple : je contribue à l'Eglise en payant ma cotisation (et pour ceux que le mot cotisation offusquerait, remplacez-le par le synonyme « contribution »), mais cela ne m'empêche pas de faire un ou des dons. La cotisation serait une somme que les paroissiens définissent démocratiquement et votent lors de leur assemblée générale et que chacun s'engage à payer. Pourquoi pas un pourcentage des revenus déclarés... aux impôts? La cotisation est aussi la somme dont le président du conseil presbytéral doit justifier la dépense en fonction du budget voté par l'assemblée générale et les paroissiens votent (ou non) le quitus.

En d'autres termes, la cotisation est un geste volontaire, une contribution marquant l'appartenance à la paroisse, un paiement qui implique obligatoirement une reconnaissance démocratique du paroissien non comme quelqu'un qui « abandonne sans rien recevoir en retour », mais au contraire comme un membre vrai de l'Église, ce pourquoi j'ai été baptisé et ce pourquoi j'ai demandé confirmation.

CHRISTIAN DE MITTELWIHE

ECHANGES NOVEMBRE 2001

12

212

HUMEUR

NOUS SOMMES TOUS DES TERRORISTES OU LEURS COMPLICES

Notre lutte contre le terrorisme est-elle à sens unique? Une action hors du commun à New York n'a guère fait remettre à la une les actes terroristes menés par des chrétiens en Europe même, actes qui ne font plus que des entrefilets, et encore, dans les médias. Des chrétiens, le dimanche à l'office (qu'il soit catholique, protestant ou orthodoxe) en Corse, en Irlande, au Pays Basque, dans l'ex-Yougoslavie..., tuent, posent des bombes, appliquent la loi du talion, rejettent l'« étranger » pendant la semaine. Et le dimanche suivant, ils obtiennent la justification et l'absolution voire la bénédiction de leurs actes par des structures ecclésiales complices, peu disposées à leur prêcher la paix et la justice, simplement l'Évangile. L'usage de la religion chrétienne face aux terroristes « internes », comme des mafias, est pour le moins ambigu, d'autant qu'il est politiquement plus gratifiant d'aller diaboliser l'islam. Si nous commencions par la paille avant d'aller bombarder la poutre? Le rejet du terrorisme commence par le refus d'en être complice. Savoir donner l'exemple, pas seulement en allant le dimanche au culte, mais aussi durant la semaine dans nos relations professionnelles et privées, en donnant la priorité à la considération, à la solidarité, au partage, à l'espérance et en se mettant au service de la communauté humaine. Les actes sont plus difficiles que les paroles. L'engagement a un prix qui

ECHANGES DÉCEMBRE 2001

est parfois celui de sa vie.



CHRISTIAN DE MITTELWIHR

Quand l'écologue interpelle le chrétien...

Christian C. Emig*

L'écologie est une Science qui étudie les relations des êtres vivants entre eux et avec le milieu où ils vivent selon la définition du naturaliste allemand Haeckel (1866) qui proposa le terme Ökologie (du grec oikos = habitat et logos = discours). Le terme Environnement est l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines (selon Jollivet et Pavé, 1993) ou encore l'ensemble des systèmes naturels ou artificialisés de l'écosphère où l'homme est installé, qu'il exploite, qu'il aménage, et l'ensemble des systèmes non anthropisés nécessaires à sa survie (redéfini par Jollivet et Pavé, 1994).

L'écologie ou l'environnement?

À la suite d'une opération de lobbying politico-budgétaire, l'environnement qui ne correspond qu'à une vision anthropocentrée, tout comme le paysage, sont maintenant perçus comme le résultat des pratiques que les hommes mettent en oeuvre. La banalisation et « politisation » du terme écologie - comme la synonymie de « vert » avec écologiste, la création de termes « triviaux » tels écologie politique ou réflexion écologiste ou encore des citations - telle que L'écologie est née de mai 68 et de la contreculture des années 70 - a permis à l'Environnement de prendre subrepticement la place de l'Écologie, souvent avec la « complicité » des scientifiques écologues eux-mêmes. De fait, il n'y a pas de

97

^{*} Centre d'Océanologie (CNRS-UMR 6540), Station Marine d'Endoume, Rue de la Batterie-des-Lions, F-13007 Marseille. Christian Emig est Directeur de Recherches au CNRS.

relation directe entre science et le politique, si ce n'est qu'Écologie et Politique se rencontrent à propos de problèmes d'environnement, interpellés l'un et l'autre séparément. Or, cette confusion a des conséquences à moyen et à long terme, qui peuvent être catastrophiques; c'est à se demander si elle n'est pas voulue, notamment par les militants verts, car des termes ambigus, et de surcroît sans base scientifique, peuvent servir et servent de justificatifs (pseudo-scientifiques) afin de laisser seul subsister l'Homme et la pertinence de la condition humaine, son développement économique et son progrès social. Quant à l'Écologie elle-même (la discipline scientifique), elle a escamotée depuis des lustres sous le poids des divers lobbies et par d'autres disciplines scientifiques, comme la géographie, l'économie et la sociologie. Les « militants verts », répartis en mouvements à tendance castratrice et éco-fasciste, sont bien dans le système politique comme défenseurs d'une écologie politique qui n'a rien d'écologique ; en outre, leurs combats réducteurs desservent l'Écologie au nom de laquelle, pourtant, ils disent s'exprimer, mais sans chercher de réels fondements scientifiques, pire, ils la discréditent.

Lire la Genèse

Les chrétiens et leurs théologies, même les protestantes, ne développent guère de réflexion scientifique sur l'Écologie; au contraire, ils participent de manière généralement indirecte à ce lobbying par leurs dogmes. Des versets, comme Faisons l'homme à notre image et qu'il domine sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, sur le bétail, sur toute la terre, et sur tous les reptiles qui rampent sur terre (Genèse, 1, 26) et Et cela fut ainsi. Dieu vit tout ce qu'il avait fait et, voici, cela était très bon (Genèse, 1, 30), peuvent aussi conduire à une autre analyse qu'à celle qu'en fait l'égocentrique Homo sapiens sapiens chrétien, mais cela remettrait en cause bien des interprétations bibliques et, par conséquent, des dogmes religieux que véhiculent les civilisations judéo-chrétiennes depuis des millénaires.

Aussi, peut-on se poser la question si ces versets, entre d'autres, ne seraient pas « responsables » de la situation écologique actuelle? Le christianisme, plus que le judaïsme, a sans conteste introduit la culture de la domination de l'Homme sur la Nature, celle du dit-civilisé sur le dit-sauvage, ce que H. Jonas traduit par Agis de façon à ce que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre. Le paradigme de l'exceptionnalité de l'Homme repose sur les postulats suivants :

- l'être humain est unique dans la création en ce qu'il a une culture qui peut évoluer plus vite que l'inné biologique - alors que l'actuel *Homo sapiens* n'est que l'une des innombrables espèces peuplant la Terre, et qu'une des espèces du genre *Homo* dans l'évolution en cours des hominidés, et, tout égocentrisme humain exacerbé mettra en danger la vie, voire la survie elle-même, de notre espèce, mais aussi, ce qui est plus grave, une multitude d'autres espèces ;

- les différences entre les hommes sont d'origine sociale - ce qui est loin d'être scientifiquement établi - et la recherche scientifique sur de possibles races humaines reste soumise à des faits non-scientifiques, ce qui pourra occulter une vérité que personne ne sera prêt à admettre même si la Science la démontre. Il suffit de rappeler les paroles du maire FN de Vitrolles et leurs conséquences juridiques.

Et pourtant, le débat homme-espèce animale - homme-social (ou socio-économique), que refusent les religions bibliques, est celui est confronté quotidiennement l'écologue (terme actuellement utilisé en français pour désigner un spécialiste de l'Écologie), qui doit répondre continuellement deux questions primordiales : 1. Comment distinguer un milieu anthropisé par l'homme-espèce animale de celui par l'homme socio-économique? et, 2. Quel est le devenir des milieux artificialisés lorsque la pression humaine s'atténue ou lorsqu'elle augmente ou lorsqu'elle change de nature? Ainsi peut se traduire la nouvelle situation à laquelle est confrontée l'Écologie dans un monde concurrentiel dominé par la conciliation de la qualité socio-économique et des besoins et impératifs au développement des sociétés humaines. Cette situation commence à lézarder l'humanité tout entière et induit un ensemble de questions qui remet en cause l'ensemble du monde chrétien occidental dans sa relation avec la Nature, et donc avec l'Écologie. En effet, le monde moderne apparaît scindé en deux moitiés inconciliables : une moitié physique (ou ponctuelle, ou écologique) et une moitié phénoménale (ou sensible ou symbolique). Or, l'homme moderne doit prendre conscience de leur indissociabilité dans la réalité du vécu de chacun de nous, ce que toute religion continue à vouloir dissocier et les hommes politiques français à vouloir réunir artificiellement (notamment en pensant que la femme est l'égal de l'homme et vice-versa). Les fantasmes humains contredits par l'Écologie sont toujours préjudiciables au monde vivant.

Une analyse globale

L'Écologie doit faire une analyse globale devant appréhender les multiples interactions qui sont seules susceptibles de fournir une image réelle du milieu, ce qui conduit invariablement à s'interroger sur les mécanismes d'évolution des espèces. Cette analyse est nécessairement INTERdisciplinaire, alors que l'approche environnementale est généralement PLURIdisciplinaire. Une étude écologique ne constitue ni une prédiction, ni une prévision de ce que sera l'avenir en terme d'environnement. Car, une telle étude ne permet que de situer les limites, de circonscrire le contexte et de fournir le cadre à des scénarios socio-économiques : pour cela, elle représente, ou devrait représenter, l'étape première, initiale, nécessaire et indispensable, pour toute action socio-économique. En effet, l'Écologie est en-dehors du système économique, en amont de lui, car elle ne prend en compte que la "nature" ellemême et ses intérêts, et non les nôtres. L'absence de cette étape primordiale a toujours des conséquences majeures (comme celle de la démographie mondiale actuelle, des méfaits de vaccinations de populations ou de modifications du paysage...), car il y a toujours des limites éco-biologiques à la croissance économique, à la démographie et au progrès social. Par exemple, que se passerait-il si l'Homme intervenait dans le cas des moutons Soay? Des moutons livrés à eux-mêmes depuis environ 2 000 ans, dans un petit archipel au Nord-Ouest de l'Écosse, subissent tous les 3 ou 4 ans une forte mortalité due à une importante augmentation du parasitisme liée à la malnutrition induite par la surpopulation et responsable de l'affaiblissement de leurs défenses naturelles. Toute ressemblance avec des exemples humains ne serait que pure coïncidence, notamment ceux faisant intervenir des virus comme le Cancer, SIDA ou Ebola!

L'Écologie se développe selon de véritables « emboîtements » : ceux de l'échelle temps-espace des facteurs abiotiques (facteurs climatiques et édaphiques), et : - ceux de l'organisation des systèmes biologiques vivants (individus, populations, espèces). Et ces deux types d'emboîtements se conjuguent dans de multiples interactions de leurs facteurs au sein des systèmes écologiques : niches, biocoenoses, écosystèmes, en allant du « local » jusqu'à la biosphère, et de l'actuel aux ères géologiques, de la macromolécule à l'écocomplexe. Pour cela, la validité d'un système ne peut être établie que par référence à l'extérieur de ce système, ce qui instaure un système d'ordre supérieur, et ainsi de suite; cette échelle fait que la validité de chaque système n'est que relative, et qu'elle va toujours du local au planétaire. Dans cette complexité, à laquelle se confronte l'écologue, surgit une difficulté majeure, les fluctuations induites par l'homme socio-économique (celles « naturelles » de l'homme-espèce animale sont de plus en plus

réduites), qui ressemblent de plus en plus à un gigantesque billard américain, où les boules mises par les hommes font des ricochets de plus en plus nombreux et surtout de plus en plus imprévisibles (comme la multiplication des virus ou le trou d'ozone). Ces « boules » peuvent se diviser en 4 types : * diffusion et concentration de composants ; * synthèse et utilisation de nouveaux produits, introduction de nouvelles espèces (le génie génétique reste une des interrogations majeures actuelles des écologues); * destructions volontaires ou involontaires de biocoenoses; * modification majeure des conditions de vie des populations, y compris humaines. Aucune de ces actions ne conserve un simple impact local, mais implique une partie de plus en plus importante de la biosphère. Quelques exemples de l'étendue de ces risques sont fournis par les traces de l'accident de Chernobyl en 1986 ou de l'utilisation du plomb par les Romains enregistré voici deux millénaires dans les glaces polaires, ou encore les comportements et traditions agro-sylvo-pastorales sur les paysages méditerranéens.

À l'inverse, une échelle globaliste (comme des recherches de type *Global Change*) non seulement masque les évolutions locales ou régionales, mais ne permet plus de prendre en compte les événements réels, imprévisibles ou non, les catastrophes naturelles ou accidents technologiques qui peuvent, à partir d'un point du globe, influencer profondément tout ou partie de la biosphère.

Peut-on ignorer l'approche écologique?

Les études et scénarios écologiques sont filtrés, modifiés, remaniés, voire rejetés, par les organismes socio-économiques qui préfèrent se baser sur des scénarios environnementaux préparés par d'autres disciplines scientifiques comme la géographie, l'économie ou la sociologie. Certains de ces scénarios, pourtant condamnés par les écologues, ont conduit à des conséquences catastrophiques (comme, par exemple, le remembrement agricole, la démographie africaine, la forêt amazonienne), car les lois de régulation des systèmes biologiques et écologiques et mécanismes de l'évolution des espèces ont été occultés. Mais que valent des études scientifiques écologiques face à la pression populaire et économique, surtout en période de difficultés économiques ou dans des pays en voie de développement? Pourtant, les choix politiques, forcément limités, ne devraient pas favoriser les orientations socio-économiques aux détriments des impératifs écologiques. Et ces orientations devraient, au contraire, s'inscrire uniquement dans les limites fixées par les scénarios

écologiques. Or, ces derniers apparaissent (trop) souvent comme un frein aux enjeux de la société humaine et aux effets redoutables de la biodiversité culturelle, qui se cachent derrière la biodiversité. Aussi, que pèsent les données écologiques face aux données économiques (agriculture, industrie, énergie, tourisme, transports), aux facteurs sociaux (démographie, urbanisation) et aux ressources naturelles de base (sol, forêt, eaux intérieures, zones côtières, mer)? Les scénarios socio-économiques ont une importance prédominante dans le contexte environnemental, car ils permettent de conforter, appuyer, justifier les orientations pour les actions des gouvernements, des organisations internationales, des autorités régionales, locales et municipales, et, à l'inverse, justifier les actions des verts ou de Greenpeace. Pire, une des visions dominantes de la sociologie est celle de l'affirmation de l'autonomie du social, la Nature étant un résultat, voire un produit à la fois idéal et matériel de l'activité humaine, pour conclure que la Nature n'a pas d'existence en soi!...alors que pour l'écologue, la Nature peut vivre (et a vécu des milliards d'années) sans l'Homme, mais l'inverse est impossible.

Ainsi, en se basant sur l'Écologie, une nouvelle politique de la planète doit se redessiner, basée sur des données objectives sans aucune compromission, car les disciplines scientifiques socioéconomiques sont basées sur une subtile interaction avec la société et son évolution, donc essentiellement subjectives. Les "écologistes politiques", car environnementalistes et non écologues, ne sont que de simples partisans pour l'un ou/et l'autre partie de ces enjeux qui sont tous orientés vers le tout économie, alors que les systèmes biologiques et écologiques fonctionnent entre eux selon une parfaite harmonie « naturelle ».

En conséquence, si l'acceptabilité socio-économique prime l'acceptabilité bio-écologique, la survie des populations humaines, voire de l'espèce humaine actuelle, est en danger, sans que les conséquences à moyen ou long terme puissent être évaluées. L'Écologie une science jeune, surtout est développée scientifiquement et politiquement dans les pays riches. Elle est une science de base qui, sans compromission, doit fixer les limites de l'environnement, ou devrait, car la Conférence de Rio a bien démontré que ces limites sont économiques et non écologiques. En effet, l'Écologie rend visible ce que les peuples et leurs dirigeants refusent de voir, mais les contraint avec difficulté à une prise de conscience à cause de la dualité du monde moderne.

L'écologue apparaît donc comme un empêcheur d'aller de l'avant, alors que souvent il voudrait « tourner en rond » afin de permettre à la nature d'évoluer lentement et non de favoriser l'environnement (souvent exprimé par NOTRE environnement). Les systèmes

biologiques et les systèmes écologiques sont régis par des lois, bien moins connues que celles de la physique ou de la chimie par exemple, et bien plus complexes. Ces systèmes, obéissant notamment à la 2e loi de la thermodynamique, sont des systèmes dits en non-équilibre et, parce que ne fonctionnant que dans un sens, sont irréversibles. Ainsi, pour le chrétien, il n'y a que le pardon qui puisse réparer une faute qui est par loi irréversible. Mais, quand on déroge à ces lois, on prend le risque que des populations entières disparaissent, humaines comprises. Et là aussi, l'écologue interpelle le chrétien dans son environnement « religieux », car la méconnaissance des mécanismes écologiques a parfois des conséquences que l'on ne veut pas toujours admettre, notamment lors d'actions missionnaires et médicales dans les pays du Tiers-Monde, là où les conséquences sont les plus visibles, particulièrement en Afrique, ou encore des prises de position sur la démographie. En d'autres termes, les religions et leurs églises estiment trop souvent, à cause de leur relation à Dieu, pouvoir imposer des «dictats » sociaux en occultant, voire en ignorant, les lois naturelles, forcément « divines » pour ces religions.

En brève conclusion, le Monde a vécu pendant des millions d'années sans l'Homme et peut continuer de vivre sans l'Homme. Une façon claire de situer notre espèce dans la biosphère. Le chrétien à force d'écouter les paraboles bibliques finit par en oublier l'application au monde actuel : vouloir ignorer l'Écologie est construire sa maison sur le sable! Mais ce discours voulons-nous, nous chrétiens, vraiment l'entendre?

C. E.

À lire...

Bellan-Santini D., Lacaze J.-C. et C. Poizat (eds) 1994. Les Biocoenoses marines et littorales de Méditerranée. Synthèse, menaces et perspectives, pp. 10-19. Collection Patrimoines naturels vol. 19, Secrétariat de la Faune et Flore, Paris.

Bellan-Santini D., Bonin G. et C. C. Emig (eds), 1995. Functioning and dynamics of natural and perturbed ecosystems. Lavoisier, Paris 821 pp.

Drouin J.-M. 1991. *Réinventer la nature*. L'écologie et son histoire. Paris, Desclée de Brouwer.

Lamotte M. (ed.), 1985. Fondements rationnels de l'aménagement d'un territoire. Masson, Paris.

Jollivet M. et A. Pavé, 1993. L'environnement, un champ de recherche en formation. Nature Sciences Sociétés, 1 (1), 6-20.

Jollivet M. et A. Pavé, 1994. Les termes d'une approche et d'une programmation scientifiques. Lettre du Programme Environnement, vie et sociétés - Plan d'action 1995-1998, suppl., pp. 5-17. CNRS, Paris. Lindeman R. L. 1942. The trophic-dynamic aspect of ecology. Ecology, 23, 399-418.

Ramade F. 1993. Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement. 822 pp. Ediscience, Paris.

DOSSIER

Comment le temps se défait-il?

Le temps (climat) et ses changements sont aujourd'hui directement liés au réchauffement général de la Terre, aggravé par un effet de serre provoqué par l'homme. Le Docteur **Christian C. Emig**, Directeur de Recherches au CNRS, nous éclaire de ses lumières. Toutes cartésiennes. Nous refroidira-t-il ?!

u'en est-il aujourd'hui? Les résultats scientifiques publiés en 2006 font état d'un réchauffement moyen de +0,4 à +0,8°C au cours du XXº siècle avec, comme cause principale, l'augmentation, liée à l'activité humaine, des gaz à effet de serre. Quant aux origines, elles peuvent être d'ordres bien différents, comme un changement de la circulation des eaux marines, une modification de la circulation atmosphérique ou une augmentation générale de la température mondiale. Ceci suggère que nous n'avons pas encore tous les outils pour prévoir les changements climatiques régionaux, socialement cruciaux pour les cent années à venir, même s'il est évident qu'il y a un réchauffement général exceptionnel... affirmé par les scientifiques dès le début des années 80! Selon les estimations en 2006, l'augmentation pour la deuxième moitié

du XXI^e siècle sera entre 4 et 7 degrés de plus en moyenne, l'été, en Europe. Jusqu'à présent, c'est la « Nature » qui pilotait le mécanisme du temps qu'il fait sur la Terre, mais ce droit lui a été graduellement usurpé par l'homme.

Toujours plus vulnérables

Les changements climatiques et leurs conséquences ont souvent été la principale cause des grands événements de l'histoire de l'Homme. Ce sont aussi les sociétés les plus avancées qui ont le moins de capacités à répondre aux variations climatiques, à cause de leur sophistication technologique et de leur organisation socioéconomique : nous sommes devenus de plus en plus vulnérables, même à de petites modifications du climat. Et il n'y a pas seulement les effets directs du changement climatique (des inondations, des feux, des ouragans, des sécheresses), mais aussi les consé-



quences indirectes telles que maladies émergentes, dégradations environnementales, changements de faune et de flore, bouleversements politiques.

La preuve par les océans

Les océans (71% de la superficie de la Terre) sont l'élément principal dans le cycle du carbone global. Ils stockent la moitié de tout le carbone libéré par des activités humaines depuis un millénaire. Au cours des quarante dernières années, 84% de tout le réchauffement de la Terre (océans, atmosphère, continents, et cryosphère) a servi au réchauffement des océans. Pour l'instant, une des conséquences directes est la dilatation thermique des eaux marines avec une élévation globale du niveau de la mer. Cela va aussi produire une plus grande stratification des eaux océaniques, avec une réduction de la circulation mondiale, jusqu'à une possible inversion du modèle actuel. Les changements de température dans les océans sont importants, non seulement parce qu'ils renforcent l'évidence du changement anthropogène du climat, mais aussi

Le temps qu'il fait...



parce qu'ils permettent une prévision fiable de la poursuite du réchauffement sur la surface de la terre.

De nécessaires adaptations

Les biologistes peuvent-ils prévoir les effets de ces changements sur les distributions des espèces ? Il n'y a pas de gestion possible de la biodiversité, car nos connaissances écologiques comportent encore trop de lacunes pour permettre des scénarios prédisant l'évolution des écosystèmes et des espèces les composant. S'ajoutent à cela des prévisions incertaines de changement local de climat, des évaluations imprécises de la tolérance climatique des espèces et de l'évolution des populations et de leur biotope. Certes, le changement climatique entraînera la disparition de nombreuses espèces dans le monde d'ici à la fin du XXI siècle. L'appauvrissement de la diversité animale et végétale est déjà un fait avéré ainsi que le déplacement d'espèces. Mais cela est un fait connu depuis des centaines de millions d'années, qui se répète pour chaque crise majeure au cours des temps géologiques. Et surtout, il n'y a pas seulement extinction mais aussi évolution avec apparition de nouvelles espèces. Ce n'est pas une perte de la biodiversité mais un changement en fonction des modifications des conditions écologiques liées aux impacts d'un changement climatique rapide, et du potentiel des systèmes écologiques à s'y adapter.

La fin de l'Homme ?

Et la menace sur la Création? Un mot qu'il faudrait d'abord définir à la fois dans son contexte biblique et scientifique. Il ne peut y avoir sauvegarde ni de la Création, ni de la biodiversité (sauf dans les musées). En effet, une loi de la nature impose l'Evolution (ou Entropie) à tout système de l'Univers. Et c'est ce qui se fait dans la Nature depuis des milliards d'années!

L'homme est à la croisée des chemins, car les options à prendre dépassent toute proposition de schéma simpliste à tendance socioéconomique, comme le développement durable. En effet, on ne peut plus répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. L'enjeu de l'Homme, face à l'obligation d'une action urgente, consiste à rejeter les dogmes antérieurs pour trouver ceux qui lui permettront d'y répondre, et vite. Il y a encore quelques années cet enjeu pouvait être considéré comme éthique, aujourd'hui il est devenu un problème économique, et demain il ne sera plus question que de survie pour l'espèce humaine. La sédentarité de celle-ci la contraint à s'adapter vite, voire à évoluer vers une nouvelle espèce, ou à mourir. La disparition d'une espèce voisine de la nôtre, l'Homme de Neandertal, aurait eu comme causes principales le refroidissement lié à la glaciation de Würm, il y a environ 30 000 ans, et son élimination par notre espèce. Allons-nous aujourd'hui vers un cas analogue avec ce réchauffement, un remplacement de l'Homo sapiens par une nouvelle espèce?

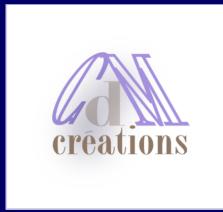
Les chrétiens aiment souvent définir l'Homme comme le jardinier de cette Terre que Dieu leur aurait confiée, mais à force de trop et mal cultiver, on finit par rendre la Terre inculte.

LES SITES WEB DU GROUPE-EMIG



MANAGEMENT OF WEB SITES

avec



Christian de Mittelwihr Créations Web site designer and builder

Copyright depuis 1995 CdM Créations Marseille 13007

- Br@chNet
- Brachiopoda database
- Antarctic Brachiopoda
- Phoronida
- Euro-Phoronida
- Phoronida database
- Photograph album of the Lophophorates
- Taphonomy
- Bionomie benthique mediterranéenne
- Risso Antoine
- Œhlert Daniel
- Nouveaux eCrits Scientifiques
- Carnets de Géologie (co-éditeur > 2020)
- Edition CdM Créations
- Planet'Voile
- Christian de Mittelwihr
- Tom alias K-Joz'N et maintenant Kara Kalm
- Protestants
- Famille Emig
- Christian C. Emig
- Marc Emig et Archives
- Généalogie Genealogy
- Généalogie Emig [Geneanet]
- Généalogie Bouisson [Geneanet]

Série « Mots de Mémoires »

Emig C. C., 2020. Mes articles dans la presse écrite protestante. Série Mots de Mémoires, vol. 1, Edition CdM Créations, Marseille, 54 p.

Emig C. C., 2023. Les temps de Noël dans notre famille protestante. Série Mots de Mémoires, vol. 2, Edition CdM Créations, Marseille, 36 p.